Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV

Herausgeber: Schweizerischer Juristenverein

Band: 31 (1912)

Rubrik: Procès-verbal de l'assemblée générale de la Société suisse des Juristes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Procès-verbal

de l'Assemblée générale de la Société suisse des Juristes

tenue à Soleure, dans la Salle du Grand-Conseil, les lundi 7 et mardi 8 octobre 1912.

Séance du lundi 7 octobre.

Président: M. le Dr. Henri Le Fort, Juge à la Cour de Justice de Genève.

I.

Le Président ouvre la séance en prononçant l'allocution suivante:

Messieurs et chers Collègues,

Nous constations l'an dernier qu'en terminant le premier demi-siècle de son existence, notre société avait la satisfaction de voir assurée, dans le domaine du droit civil au moins, cette unification du droit à laquelle elle a constamment travaillé. Depuis notre dernière réunion, ce code civil suisse, que nos prédécesseurs appelaient déjà de leurs vœux, est entré en vigueur, et notre société peut marquer avec joie cette date importante du 1er janvier 1912. La période que nous venons de traverser a été un temps de travail particulièrement intense pour les juristes suisses. Dans tous les cantons les autorités, aidées d'hommes compétents, ont mis en harmonie les législations cantonales avec le nouveau code et réglé la manière dont ses diverses dispositions devaient être exécutées par les diverses autorités cantonales. Ce travail est loin d'être achevé et peu à peu cette exécution du code fédéral sera rendue dans tous les cantons plus facile et plus complète.

Si l'application intégrale de la nouvelle loi unique devra résulter peu à peu des décisions du Tribunal Fédéral, qui a ainsi devant lui une belle et grande tâche, notre société pourra encore y contribuer en provoquant et en encourageant les études de telle ou telle partie de notre code; elle l'a fait déjà cette année par le concours sur le résultat duquel un rapport va vous être présenté.

Mais individuellement ses membres peuvent et doivent, chacun selon ses moyens, concourir à élucider les difficultés d'interprétation inséparables de l'entrée en vigueur d'une loi nouvelle, et surtout d'une loi si complète et si complexe à la fois. Plusieurs de nos collègues ont déjà apporté leur pierre à cet édifice, par la publication de commentaires, d'éditions annotées du code, dictionnaires spéciaux, ouvrages vite appréciés des praticiens et dont nous leur sommes très reconnaissants. Mais chacun de nous, qu'il soit professeur, juge, avocat, notaire, fonctionnaire, peut servir à faciliter dans tout le pays l'application de la loi nouvelle par son enseignement, ses jugements, ses consultations et ses avis. C'est là une tâche qu'aucun de nous ne doit perdre de vue.

Si l'unification du droit civil est un fait accompli, celle du droit pénal ne l'est pas encore. Notre société peut encore aider à celle-ci, qu'elle a contribué déjà à préparer de diverses manières, comme nous l'a montré le coup d'œil que nous avons jeté ensemble, l'an dernier, sur ses cinquante ans d'activité. C'est dans ce but que sur la demande de ceux qui travaillent spécialement à la préparation du futur code pénal, nous soumettons cette année à votre examen une question qu'ils jugent particulièrement importante pour le succès de cette œuvre législative.

Avant d'aborder notre ordre du jour, je veux encore relever quelques points de la marche de notre société pendant l'année écoulée.

L'année dernière, vous n'avez pas estimé qu'il y eût lieu pour notre société, de contribuer financièrement

à la publication d'un organe renfermant la jurisprudence du Tribunal Fédèral en matière de droit civil, mais vous aviez chargé votre comité de poursuivre l'examen de cette question. Dès lors le but poursuivi a été en partie atteint ensuite d'une entente entre les éditeurs de divers périodiques juridiques et la Fédération des avocats s'occupe de le réaliser plus complètement encore; le concours de notre société n'a plus été requis; nous n'avons donc pas de nouvelles propositions à vous faire à propos de cette question dans laquelle nous n'avons plus à intervenir.

A propos de la réunion à Vienne du „Deutscher Juristentag" qui n'avait pas siégé dans cette ville depuis 1862, ont paru des publications de circonstance. Les éditeurs de deux de celles-ci ont eu l'aimable pensée d'en faire profiter notre société. M. le Dr. *Otto Liebmann*, directeur de la „Deutsche Juristenzeitung" à Berlin nous a adressé un exemplaire de la „Festausgabe" qu'il a fait paraître à cette occasion. Ce beau volume, orné d'une photographie avec dédicace spéciale de S. M. l'Empereur d'Autriche et d'autres illustrations, renferme, outre l'exposé des questions discutées, d'intéressants articles sur divers sujets juridiques. Nous conserverons avec plaisir cette belle publication dans nos archives et nous adressons à M. le Dr. *Liebmann* l'expression de notre vive gratitude.

M. *Carl Heymann*, nous a envoyé, pour vous être distribués, des exemplaires du numéro spécial de sa revue „Recht und Wirtschaft" publié pour la même circonstance; vous lirez avec intérêt cette revue et nous adressons en votre nom à tous nos sincères remerciements à son éditeur.

Le personnel de notre société n'a pas subi de changements notables. Les juristes qui ont renoncé à en faire partie sont déjà remplacés par de nouvelles recrues. Je tiens à signaler à ce propos le fait réjouissant que le nombre de nos collègues glaronnais a presque doublé cette année. Nous espérons que cette marche progressive va continuer

et que notre société aura bientôt de solides attaches dans le canton de Glaris avec lequel elle avait, pendant quelques années, un peu perdu contact.

Parmi les quelques démissions que nous avons reçues cette année, je dois signaler celles de deux de nos membres fondateurs, que l'âge et la maladie ont contraints à se retirer de notre société; ce sont MM. *Hans-Georg Schwarz*, ancien Procureur général de Bâle-Campagne et Directeur de la Banque hypothécaire de Bâle-Campagne, à Bâle, et *Konrad Haffter*, ancien juge cantonal à Frauenfeld. Nous voulons adresser à nos vénérés collègues, avec nos meilleurs vœux, l'expression de notre reconnaissance pour leur longue fidélité à notre société.

La mort nous a enlevé cette année seize collègues dont nous conserverons pieusement le souvenir:

A Zurich est décédé, le 3 décembre 1911, *Nicolas Gömöry*, avocat. Né le 8 avril 1867 de parents hongrois, le mariage de sa mère avec un ingénieur suisse l'amena dans notre pays où il fit son éducation et auquel il se lia plus tard par la naturalisation. Reçu docteur à Zurich, il pratiqua le barreau dans cette ville et y prit une part active aux luttes politiques; il fit partie du Conseil de la Ville et du Grand Conseil. D'un esprit curieux de tout, d'une grande instruction, il se plaisait à la fois aux problèmes de hautes mathématiques et au commerce des classiques allemands. La maladie l'empêcha de tirer des dons qu'il avait reçus tout ce qu'en espéraient ses amis.

Le Canton de Zurich a perdu encore récemment deux magistrats: *Jakob Mettler*, qui après avoir pratiqué le barreau, remplissait depuis quelques années les fonctions de juge au Tribunal du district de Zurich, et *David Ritter*, décédé à l'âge de soixante-dix ans, qui était, depuis 1898, un membre consciencieux du Tribunal suprême du Canton de Zurich, après avoir longtemps siégé aussi dans le Tribunal de district.

Neuchâtelois d'origine, et petit-fils de Fritz Courvoisier, dont le nom est resté gravé dans l'histoire de la

révolution neuchâteloise de 1848 et du général Ochsenbein, c'est à Bienne que le Dr. *Fritz Courvoisier* s'établit après avoir terminé ses études poursuivis en Suisse et en Allemagne. Il s'y consacra presqu'exclusivement à la carrière d'avocat, à laquelle il apporta, avec sa solide instruction juridique, une ardeur au travail et une conscience qui lui valurent l'estime générale. Ses confrères du Canton de Berne l'avaient appelé à la présidence de leur société cantonale. S'il se tint à l'écart des luttes politiques, il s'intéressa avec zêle à diverses questions d'intérêt général, entr'autres à la lutte contre l'alcoolisme. La mort est venue briser en mars dernier cette utile carrière qui promettait encore beaucoup; le Dr. Courvoisier n'était âgé que de 56 ans.

Joseph Moos, décédé à Berne le 12 décembre 1911, avait rempli dans cette ville pendant quelques années, les fonctions de Capitaine de la police municipale. Auparavant il avait occupé, dans le Canton de Zug où sa famille est établie depuis des siècles, divers postes administratifs entre autres celui de Conseiller d'état, Directeur de la police.

Né le 3 avril 1845 à Schwyzermatt, près Sursee, *Josef Häfliger* a fait toute sa carrière dans la magistrature de son canton. A peine terminées ses études de droit, à Heidelberg et à Bâle, il était nommé greffier du Tribunal criminel; il entra peu après comme second greffier au Tribunal suprême du Canton de Lucerne et y devint successivement greffier, juge, vice-président, enfin président depuis 1893; il ne quitta cette charge qu'en automne dernier pour raisons de santé. Dans cette longue carrière judiciaire, Häfliger a montré les qualités les plus précieuses du magistrat: exactitude, conscience, impartialité; sa douceur, sa modestie, la simplicité de sa vie lui avaient valu l'estime générale. Il fit aussi longtemps partie du Grand Conseil et de diverses institutions auxquelles il rendit les plus grands services. Il est mort le 19 juin 1912, paisiblement, comme il avait vécu.

Damian Camenzind représentait seul, et depuis près de quarante ans, dans le sein de notre société l'antique République de Gersau. C'est là qu'il est né le 30 novembre 1828 et qu'il est mort le 21 juillet dernier, après avoir consacré, tant que ses forces le lui ont permis, ses facultés et ses talents au bien de son pays. Pendant sa jeunesse il n'avait pas été confiné dans son canton natal; il fut élève du Gymnase de Soleure, des Académies de Lausanne et de Genève, des Universités de Zurich, de Göttingue et de Heidelberg. Rentré à Gersau, il devint Statthalter et Bezirksammann; il représenta sa ville natale au Grand Conseil qu'il présida, puis fut nommé Conseiller d'Etat, Landesstatthalter et enfin Landammann. Ayant dû quitter cette charge ensuite d'une élection défavorable, il rentra plus tard au Grand Conseil, occupa diverses fonctions administratives et judiciaires et s'intéressa aux institutions de sa commune. Son souvenir restera béni dans sa petite patrie qu'il a ardemment aimée et fidèlement servie.

Peu de jours après notre dernière réunion s'éteignait à Baar (Zug) où il était établi depuis un demi-siècle, *Franz Xaver Schiffmann-Hotz*. Né à Lucerne en 1836, il avait servi dans sa jeunesse dans les troupes napolitaines, puis avait étudié le droit. Ardent représentant du parti libéral zougois, il fit partie du Conseil communal de Baar et du Grand Conseil; il commanda, en 1870, le demi-bataillon de Zug. Grand amateur de littérature, de théâtre et de musique, *Schiffmann* fit même représenter dans un théâtre rustique, un drame „Hans Waldmann".

A Soleure est mort le 2 mars 1912 *Anton von Arx*. Né le 16 septembre 1856, d'abord instituteur il obtint la patente de greffier et fonctionna comme tel dans le Tribunal de Dornach de 1879 à 1886. Cette année là, le Grand Conseil unanime, rendant hommage à ses remarquables qualités, le fît entrer au Tribunal supérieur, dans lequel il prit vite une position prépondérante; sa longue activité

comme greffier l'avait formé à l'application pratique du droit, son intelligence et sa conscience en faisaient un magistrat éclairé jouissant de l'estime générale; aussi nommé en 1895 Président du Tribunal de Soleure il fut toujours réélu jusqu'au moment où il fut frappé d'une attaque dont il ne se rétablit jamais. — Il fut aussi quelque temps membre du Grand Conseil.

Le canton des Grisons a perdu en la personne de *Johann Joseph Dedual* un homme qui a tenu une place importante dans son histoire politique de la seconde moitié du XIXme siècle et qui lui a rendu de très précieux services. Originaire d'Oberhalbstein, il s'établit comme avocat à Coire; il entra bientôt au Grand Conseil et devint l'un des principaux chefs du parti conservateur-catholique. En 1881 il fut nommé Regierungsstatthalter et entra l'année suivante au Petit Conseil; mais il déclina une réélection pour reprendre la pratique du barreau. Il fit partie de nombreuses commissions publiques et d'institutions d'intérêt général. Il est mort subitement, le 18 novembre 1911, en pleine force et sans souffrances.

C'est aussi en plein travail, un dossier de procédure en mains, qu'est mort, à Aarau le 14 mai dernier, à l'âge de soixante-et-onze ans, *Jakob Heuberger*. Elle était familière à ceux d'entre nous qui ont fréquenté nos réunions depuis quelque trente ans, la figure de ce collègue aimable, jovial, ardent à la discussion, et chez lequel on sentait le goût et la connaissance approfondie des questions juridiques. Après des études de droit à Bâle et à Heidelberg, il passa en 1867 son examen d'état comme avocat, et pratiqua successivement le barreau à Muri, à Zurzach, à Brugg, à Aarau enfin, lorqu'il quitta, en 1905, le Tribunal cantonal auquel il a voué pendant près de vingt ans ses forces et ses talents. La politique l'attira aussi; il rédigea quelque temps le „Schweizerbote", et siégea au Grand Conseil qu'il présida. Heuberger sut, à côté de ses occupations professionnelles, trouver le temps d'écrire de nombreux articles sur des questions de droit fédéral; il publia entre

autres une étude sur l'application du Code des Obligations, et un commentaire de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite; l'Université de Bâle lui avait décerné le grade de Docteur en droit *honoris causa.*

Le canton du Tessin a perdu trois juristes de valeur, qui ont rendu tous trois de précieux services à leur canton et à leurs villes natales.

Après avoir étudié à Côme et pris son doctorat en droit à Rome, *Luigi Cattaneo* s'établit comme avocat à Faido, sa ville natale, où il conquit vite l'estime générale par ses talents et son caractère et dont il fut syndic pendant de nombreuses années. Il siégea aussi longtemps au Grand Conseil, qui le nomma son président en 1901. Il est mort à Faido, le 26 novembre 1911, à l'âge de 67 ans.

Issu d'une famille de la campagne luganaise, né en 1863 en Amérique, *Andrea Censi* revint de bonne heure dans son canton d'origine, et après avoir fait ses études de droit à Genève, il s'établit à Lugano où il exerça jusqu'à sa mort, survenue le 3 février dernier, la profession d'avocat. Il fut député au Grand Conseil, juge à la Cour d'Appel et à la Cour de Cassation, et se consacra avec beaucoup de zêle aux intérêts de la ville de Lugano dans laquelle il jouissait d'une saine popularité.

Né en 1862, *Carlo Stoppa,* qui avait aussi fait ses études de droit à Genève, a rempli diverses fonctions judiciaires, celles de juge à la Cour d'Appel, de juge d'instruction et de procureur public; il fut membre et président du Grand Conseil; il pratiquait actuellement le barreau et le notariat dans sa ville natale de Chiasso dont il était syndic et où il est mort le 17 septembre dernier. Ses talents d'orateur et de juriste, comme son caractère, lui avaient acquis une grande popularité.

Enfin, trois de nos collègues vaudois nous ont été repris depuis l'an dernier.

Les journaux ont retracé en détail la carrière de *Marc Ruchet,* décédé à Berne, le 13 juillet, à l'âge de 58 ans, au moment où il venait de déposer ses fonctions de Con-

seiller fédéral. Après avoir pratiqué le barreau à Lausanne, il entra au gouvernement de son canton et en 1899 au Conseil fédéral, après avoir siégé longtemps au Conseil des Etats. Il présida un an le Département des finances et comme président de la Confédération, à deux reprises le Département politique, le reste du temps le Département de l'Intérieur. Ses fonctions fédérales ne l'avaient donc pas mis en relations particulières avec notre société, et il n'a pas joué un rôle spécial dans les travaux de l'unification du droit, comme son collègue M. *Brenner* dont nous avons déploré la perte l'an dernier, mais beaucoup d'entre nous ont pu, en diverses circonstances, apprécier sa bienveillance.

Condisciple de Marc Ruchet, *Berthold van Muyden* est mort, le 19 avril, à Lausanne. Né le 15 juin 1852 à Bonmont sur Nyon, il fit ses études à Lausanne et Leipzig et ouvrit une étude d'avocat. Entré en 1892 au Conseil communal, il devait pendant de nombreuses années, consacrer toutes ses forces au service de la Commune de Lausanne, comme Directeur des Domaines, et comme syndic. Il fut aussi député de Lausanne au Grand Conseil. Patriote ardent, van Muyden s'intéressa constamment à l'histoire de notre patrie et a laissé divers ouvrages estimés sur ce sujet. Il a publié aussi des mémoires juridiques, entre autres un exposé critique de la jurisprudence fédérale en matière de double imposition qui lui avait valu une mention honorable, lors du concours ouvert par notre société en 1880.

Le nom d'*Emile de Weiss* restera attaché à l'histoire du Tribunal Fédéral, dont il fut le premier greffier, lors de l'installation de cette autorité à Lausanne; il remplit ces fonctions avec beaucoup de ponctualité, d'intelligence et de savoir jusqu'en 1910. Né le 8 février 1840 à Orbe, il avait étudié à Lausanne, Berlin et Heidelberg dont il était docteur. Avant d'entrer au Tribunal Fédéral, il avait été greffier-substitut au Tribunal cantonal, puis professeur de droit romain à l'Académie de Lausanne. Homme très

cultivé, de Weiss lisait beaucoup en français, en allemand et en latin et avait une conversation charmante. Cet homme excellent est décédé à Lausanne le 20 août dernier, après une longue maladie stoïquement supportée.

Je veux, en terminant, remercier le nouveau chef du Département fédéral de Justice et Police, M. le Conseiller fédéral *Müller* d'avoir bien voulu venir assister à notre réunion et nous donner ainsi une nouvelle preuve de l'intérêt que les autorités fédérales n'ont cessé de témoigner à notre société depuis sa fondation.

En exprimant le ferme espoir que nos délibérations de ces deux journées contribueront à aider à la solution de questions importantes pour l'avenir de notre pays, je déclare ouverte la cinquantième assemblée générale de notre société.

II.

Sur la proposition du Président sont nommés:

1. *Secrétaires:* MM. le Dr. *Henri Cherix*, Greffier du Tribunal cantonal à Lausanne et le Dr. *Otto Dübi*, avocat et notaire, à Soleure.
2. *Scrutateurs:* MM. le Dr. *Karl Brodtbeck*, avocat à Bâle, et *Henry Patry*, Directeur de l'Office des poursuites à Genève.
3. *Vérificateurs des comptes:* MM. *Frédéric Martin*, avocat à Genève et *Robert Peter*, juge cantonal à Soleure.

III.

M. le Président donne lecture de la lettre suivante de M. l'ancien juge fédéral *Leo Weber:*

Berne, le 3 Octobre 1912.

A Monsieur le Président
de la Société Suisse des Juristes,
à Genève.

Très honoré Monsieur et cher Collègue,

A mon grand regret l'état de ma santé ne me permet pas de me rendre à Soleure pour participer à la réunion des juristes suisses de cette année.

Veuillez donc, je vous en prie, excuser mon absence.

Je regrette sincèrement que je doive me tenir loin de votre fête; je le regrette d'autant plus vivement que c'est ma ville natale bien aimée qui reçoit, dans ses murs, les juristes suisses.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de mes hommages respectueux auxquels je joins mes salutations confraternelles.

Dr. *Léo Weber*,
anc. juge fédéral.

Sur la proposition du Président un télégramme est adressé à M. Weber pour lui exprimer les vifs regrets de ses collègues de ne pas le voir et leurs sentiments d'affection et de respect.

IV.

Ont été reçus membres de la société dans le courant de l'année ou le sont pendant l'assemblée actuelle MM.:

1. *Gröner, Otto*, Dr., Zurich.
2. *Trumpi, Hans*, stud. jur., Glarus.
3. *Ott, Carl*, Dr., avocat et professeur, Neuchâtel.
4. *Baumgartner, Arthur*, Dr.,Professeur, Genève, actuellement à Berlin.
6. *Gnehm, Walther*, Dr., Zürich.
7. *Schindler, Fridolin*, Dr., Zivilgerichtspräsident, Glarus.
8. *Miescher, Ernst*, Dr., Advokat u. Notar, Basel.
9. *Aeby, Pierre*, Dr., avocat, Fribourg.
10. *Jacot-Guillarmod, René*, avocat, La Chaux-de-Fonds.
11. *Lutz, Karl*, Dr., Sekretär des Obergerichts, Zürich.
12. *Schlitter, Jost*, Advokat, Glarus.
13. *Suter, Robert*, Dr., Advokat, St. Gallen.
14. *Béguin, Ernest*, Procureur général, Neuchâtel.
15. *Béguin, Pierre*, Dr., Bern.
16. *Gressly, Walter*, Oberrichter, Bern.
17. *Kubli*, Dr., Advokat, Glarus.
18. *Krebs, Walter*, Oberrichter, Bern.

19. *Thilo, Emile*, Secrétaire au Tribunal fédéral, Lausanne.
20. *von Cleric, G. F.*, Dr., Substitut am Bezirksgericht, Zürich.
21. *von Overbeck, Alfred*, Dr., Professeur à l'Université, Fribourg.
22. *Schürch, Ernst*, Redaktor, Bern.
23. *Bucher, Max*, Dr., Advokat, Luzern.
24. *Siegwart, Alfred*, Dr., Professeur, Fribourg.
25. *Guggenheim, Karl*, Dr., Gerichtsschreiber II des Bezirksgerichtes, St. Gallen.
26. *Pfluger, August*, Dr., Advokat, Solothurn.
27. *Dübi, Otto*, Dr., Advokat u. Notar, Solothurn.
28. *Reinert, Paul*, Dr., Solothurn.
29. *Brentano, Gustav*, Fürsprech u. Notar, Baden.
30. *Jeger, Stephan*, Fürsprech u. Notar, Substitut der Obergerichtskanzlei, Solothurn.
31. *Lüthy, Hugo*, Gerichtspräsident, Lenzburg.
32. *von Sury, Charles*, Dr., Fürsprech u. Notar, Solothurn.
33. *Hagmann, Arnold*, Fürsprech, Solothurn.
34. *Gallacchi, Brenno*, Procuratore publico, Lugano.
35. *Hammer, Bernhard*, Dr., Soleure.

V.

Rapport de la commission de sources du droit. M. le Professeur *Heusler* (Bâle) donne lecture du rapport suivant:

„Es ist in diesem Jahre zur Publikation gelangt der erste Band der Rechtsquellen der Landschaft Bern, enthaltend das Obersimmentaler Statutarrecht und bearbeitet von Herrn Dr. Ludwig Samuel von Tscharner. Für die nächste Zeit stehen in Aussicht: 1. die Niedersimmentaler Rechtsquellen von H. v. Tscharner bearbeitet, 2. der fünfte Band der Aargauer Stadtrechte (Zofingen) von Herrn Dr. Walter Merz, 3. der schon bis zum 24. Bogen gedruckte 2. Band der Zürcher Offnungen, bearbeitet von Herrn Dr. R. Hoppeler. Die Kommission gibt sich der Hoffnung hin, diese drei Publikationen im Laufe des nächsten Jahres bewerkstelligen zu können und damit

den Rückstand des verflossenen Jahres einzuholen. In Vorbereitung ist ferner die Edition der Rechtsquellen des Kantons Unterwalden durch Herrn Dr. R. Durrer, die wir mit dem Jahre 1914 zu publizieren hoffen.

Je weiter wir in diesen Arbeiten für Sammlung des noch in den Archiven verborgenen Materials und Herstellung eines zuverlässigen Textes fortschreiten, desto deutlicher erkennen wir, wie unzulänglich die früheren Publikationen sowohl in Beziehung auf Vollständigkeit als in betreff wissenschaftlicher Kritik sind und wie sehr es geradezu als eine Ehrenpflicht der Schweiz anzusehen ist, hinter den gleichartigen Unternehmungen anderer Länder nicht zurückzubleiben. Was dort die Akademien direkt ins Werk setzen oder durch ihre Unterstützung ermöglichen, hat in der Schweiz der Juristenverein zu seiner Aufgabe gemacht und es gereicht ihm zum Ruhme. Ich ersuche Sie, auch für nächstes Jahr wieder den üblichen Beitrag von Fr. 1000 gewähren zu wollen. Zugleich wage ich die Bitte an Sie, auch persönlich Ihr Interesse an diesem Unternehmen in stärkerem Masse als bisher zur Bereicherung Ihrer Privatbibliotheken zu betätigen."

L'assemblée vote à l'unanimité l'allocation de frs. 1000 au fond des sources du droit pour 1913.

VI.

Rapport du jury de concours. M. le Juge fédéral *Ostertag* donne lecture de ce rapport au nom de ce jury composé de MM. les juges fédéraux Ostertag et Rossel et de M. le Dr. Wächter, Président du Tribunal de Commerce de Zurich:

Auf die Preisausschreibung mit dem Thema: „*Das intertemporale eheliche Güterrecht*" ist nur eine Arbeit eingereicht worden. Sie trägt ein musikalisches Motto: 16 Noten aus dem Duett von Mozart für Violine und Viola in C-dur.

Die Arbeit behandelt in einer Einleitung von 42 Seiten zunächst den Begriff des intertemporalen

Rechts überhaupt, vergleicht ihn mit dem internationalen Recht und mit den Normen über die Grenzen zwischen eidgenössischem und kantonalem Recht, sodann den Begriff des ehelichen Güterrechts mit einer Abgrenzung gegen die andern privatrechtlichen Rechtsgebiete, und skizziert endlich in einer allgemeinen Übersicht über das intertemporale eheliche Güterrecht einmal die wichtigsten Grundsätze desselben, nämlich die freie Wahl des Güterrechts, die Öffentlichkeit und die Wandelbarkeit resp. Unwandelbarkeit und sodann den Begriff der Tatsachen im Sinne des intertemporalen Rechts, sowie die Einwirkung des neuen Rechts auf rechtskräftige Urteile und pendente Prozesse.

Im Hauptteil, der Darstellung des eidgenössischen intertemporalen Ehegüterrechts, befasst sich der erste Abschnitt mit dem Regelfall, dass die Ehegatten Schweizer sind und Domizil in der Schweiz haben, während dann ein zweiter bedeutend kürzerer Abschnitt (Seite 114 bis 120) die internationalen Rechtsbeziehungen der schweizerischen Ehegatten im Ausland, der Ausländer in der Schweiz und der Heimatlosen hinsichtlich des ehegüterrechtlichen Übergangsrechtes berücksichtigt. Der Hauptabschnitt über das intertemporale Ehegüterrecht der in der Schweiz domizilierten schweizerischen Ehegatten zerfällt in zwei Titel; der erste behandelt das intertemporale Ehegüterrecht altrechtlicher Ehen, der zweite trägt die Überschrift intertemporale Stellung neurechtlicher Ehegatten. In jenem ersten Titel wird zunächst nach der wichtigen Erörterung über den Begriff der internen und externen Beziehungen im ersten Unterabschnitt das interne Verhältnis behandelt und zwar sowohl für den Fall (A) wenn kein Ehevertrag besteht, als auch für den Fall (B) wenn ein Ehevertrag geschlossen wurde, wobei in beiden Fällen unterschieden wird zwischen dem gesetzlichen Prinzip der Anwendung des alten Rechts und den Ausnahmen zugunsten des neuen Rechtes (ausserordentlicher Güterstand, Sonder-

gut und Ehevertrag, sowie den Bestimmungen, die den Sittlichkeitsnormen des neuen Rechts widersprechen). Der zweite Unterabschnitt handelt dann vom externen Verhältnis, wobei wiederum unterschieden wird, ob ein (extern gültiger) Ehevertrag besteht oder nicht, im letztern, vorangestellten Falle wird zunächst das Prinzip der Anwendung des neuen Rechts behandelt und sodann als Ausnahmen 1.) die gemeinsame Optionserklärung gemäss Schl. 9 Abs. 2. 2.) der Vorbehalt zugunsten des alten Rechts hinsichtlich der Haftungsgrundsätze, wenn diese dem Gläubiger günstiger sind, gemäss Schl. 11 u. ZGB 188.

Die Disposition des Stoffes ist klar und einfach. Auszusetzen daran ist nur die unnötige und verwirrende Einteilung des ersten Abschnittes des Hauptteiles in einen ersten Titel über das intertemporale Ehegüterrecht altrechtlicher Ehen und einen zweiten Titel über dasjenige neurechtlicher Ehen, während doch vom intertemporalen Ehegüterrecht überhaupt nur gesprochen werden kann, wenn die Ehe schon vor Inkrafttreten des neuen Rechts abgeschlossen wurde; der ganze zweite Titel besteht denn auch in nichts anderem als der Konstatierung dieser selbstverständlichen Wahrheit.

Der Einleitung ist vorzuwerfen, dass sie oft das einzige Ziel der Arbeit, nämlich das intertemporale Ehegüterrecht, aus den Augen verliert. So werden sowohl beim Vergleich des intertemporalen Rechts mit dem internationalen und mit den Normen über die Abgrenzung zwischen kantonalem und eidgenössischem Rechte als auch bei der Bestimmung des Umfanges des Ehegüterrechts an sich zwar interessante Fragen erörtert, die aber in keinem notwendigen Zusammenhang mit dem Übergangsrecht stehen und nicht geeignet sind, dieses letztere abzuklären. Es bleibt deshalb dem Verfasser dann naturgemäss auch nicht genügend Raum, um diese Fragen eingehend zu erörtern, und so werden oft hieher gehörende sehr umstrittene Fragen kurzerhand ohne

genügende Begründung erledigt. Wir erwähnen als Beispiel nur die vom Verfasser bejahte Frage, ob die Kantone noch befugt sind, internationales Privatrecht zu normieren auch auf Gebieten, in denen in der Schweiz die Legiferierung dem Bunde zusteht, die nichts zur Abklärung des Übergangsrechtes beiträgt und einer ganzen selbständigen Abhandlung rufen würde. Durch diese Abschweifungen muss dann anderseits die Behandlung hieher gehörender Fragen zu kurz kommen, wie z. B. die interessante Frage, ob die Kantone befugt waren, das eidgenössische Erbrecht des überlebenden Ehegatten zu beschränken, wenn der letztere seinen güterrechtlichen Anteil am Gesamtgute beim Tode des vorabsterbenden geltend macht.

Weggelassen hat der Verfasser die intertemporalrechtliche Behandlung der Scheidung und Trennung der Ehe mit der ungenügenden, allein auf das Marginale von Schl 8 u. 9. gestützten Begründung, diese Folgen betreffen das persönliche Eherecht.

Die Arbeit zeichnet sich dagegen namentlich dadurch aus, dass der Verfasser einen scharfen Blick für mannigfache rechtliche Komplikationen hat, deren vielseitige Beachtung gerade beim vorliegenden Thema eine grosse Rolle spielt. Es werden in geschickter Weise eine Fülle von Spielarten rechtlicher Situationen berücksichtigt, welche dem Praktiker von Wert sein können. Überall packt der Verfasser die Probleme mutig und ohne Umschweife an: allerdings ist dann die Beweisführung oft nicht genügend gründlich und der Schluss etwas apodiktisch. Als Fragen, die noch einer gründlicheren Erörterung bedürfen, seien nur folgende besonders hervorhoben: Ist der Dritte, der das interne Güterrechtsverhältnis der Ehegatten kennt, noch als Dritter im Sinne von Schl. 9 II zu betrachten? Hier werden vom Verfasser, der die Frage verneint, namentlich die praktischen Schwierigkeiten ausser Acht gelassen, die aus einer verschiedenen Rechtsanwendung je nach dem

Umfang der Kenntnis der einzelnen Dritten entstehen müssen. Ungenügend begründet ist auch die Aufstellung, bei Geltendmachung öffentlich-rechtlicher Ansprüche (z. B. Steuern) könne für den beteiligten Ehegatten kein Verhältnis zu Dritten entstehen.

Die Abgrenzung zwischen internem und externem Verhältnis bedarf überhaupt noch weiterer Ausführung und vertiefter Begründung; wenn der Verfasser auch wohl mit Recht allein darauf abstellt, ob die Ehegatten einander gegenüberstehen oder nicht, so bedarf es doch der Auseinandersetzung mit dem auch schon in der Praxis eingenommenen gegenteiligen Standpunkt und es waren daher namentlich auch diejenigen internen Verhältnisse zu würdigen, die, wie z. B. die Gütertrennungsbegehren als Folge der unterlassenen Sicherheitsleistung, indirekt auf Dritte einwirken. Sodann namentlich die wichtige Frage, ob die Anwendung neuen Rechts auf altrechtliche Ehen nur die Tatsachen, die seit 1. Januar 1912 das Vermögen der Gatten beeinflussten, beschlägt, so dass, wie der Verfasser annimmt, bei jeder Rechtsänderung eine Güterrechtsliquidation nach bisherigem Rechte vorgenommen werden muss, um z. B. den bisherigen Vorschlag auch nach bisherigem Rechte festzustellen und das was nach neuem Rechte als beidseitiges Einbringen zu erscheinen hat, nur so zu berechnen, wie es im Moment der Rechtsänderung bei einer Auseinandersetzung des Gemeinschaftsvermögens sich nach bisherigem Rechte gestellt hätte. Hier hätte der auch im analogen internationalen Recht erörterte und praktisch einfachere gegenteilige Standpunkt eine Besprechung verdient, wonach nämlich in solchen Fällen eine Konzentration des ganzen Tatbestandes Platz zu greifen hat, wenn auch einzelne Tatsachen des zusammenhängenden Tatbestandes (wie z. B. der Zuwachs zum Ehevermögen) nach dem Inkrafttreten des neuen Rechts eintreten. Geht man z. B. bei der intertemporalen Behandlung des Anteils der unter altem Recht verehelichten Ehefrau

am Vorschlage (ZGB 214) davon aus, dass es sich um ein durch den Eheabschluss begründetes — in thesi sofort bestehendes — Partizipationsrecht handle, so kann an einem nach dem 1. Januar 1912 eingetretenen Gewinn das Anteilsrecht, das nach altem Recht fehlte, auch nach dem Prinzipe des Art. 1 Schl., das der Verfasser zur alleinigen Richtschnur nimmt, nicht bestehen. Dieser Auffassung entsprechend würde dann auch bei der Erklärung zugunsten des neuen Rechts gemäss Schl. 9 Abs. 3 eine Rückwirkung des neuen Rechts auf den frühern Eheabschluss stattfinden. Die vom Verfasser behauptete Notwendigkeit der Zerlegung des zusammenhängenden Tatbestandes (Eheschluss und späterer Zuwachs zum Ehevermögen) ist jedenfalls ungenügend begründet. Endlich ist auch namentlich ungenügend erörtert die Art der Behandlung konkurrierender Gläubigeransprüche im Konkurs und der Gruppenpfändung, wenn für das Verhältnis der Ehegatten gegenüber dem einen Gläubiger neues, gegenüber dem andern altes Recht zur Anwendung zu kommen hat. Der Verfasser erwähnt (in der Verzweiflung etwas besseres zu finden) den von ihm selbst zwar als ungereimt bezeichneten Ausweg einer Berücksichtigung der Zahl der Gläubiger oder der Grösse der Forderung; wenn er die hier wie bei andern ähnlichen Situationen gebotene Trennung in verschiedene Massen verwirft, so genügt hiezu die Berufung auf den Grundsatz der Einheitlichkeit der Generalexekution nicht. Es wäre sodann wünschenswert gewesen, wenn der Verfasser den praktischen Schwierigkeiten, die sich aus der Diskrepanz zwischen externem und internem Verhältnisse ergeben, etwas mehr nachgegangen wäre, etwa an Hand der einzelnen Güterstände die sich im Einzelnen daraus ergebenden Schwierigkeiten geprüft hätte; die praktische Bedeutung der Arbeit hätte dadurch noch viel gewinnen können.

Dass die Arbeit so der materiellen Kritik vielfach ruft, ist aber bei der Schwierigkeit und Vielgestaltigkeit der Materie begreiflich. Niemand wird verlangen, dass hier,

wo das ZGB eigene Wege beschreitet und Vorarbeiten fast ganz fehlen, gleich der erste Wurf ein ganz vollkommener sei. Der Gesamtüberblick über die Arbeit gewährt doch ein günstiges Bild; die Art der Inangriffnahme der Probleme ist meist eine geschickte; sie verrät juristische Begabung und Freude am logischen Gefechte. Dagegen fehlt ihr manchen Orts die wissenschaftliche Vertiefung, die prinzipielle Durcharbeitung, und sie verfällt zu sehr ins Kasuistische. Wenn sie auch den Praktiker auf die vielen Fragen, die das intertemporale eheliche Güterrecht in sich schliesst, hinweist und zu eigenem Studium desselben anregt, so bedarf sie doch, um eine ganz brauchbare Publikation zu werden, noch erheblicher Umgestaltung.

Die Jury gelangt deshalb zum Antrag: Es sei dem Verfasser ein Preis von Fr. 500 zuzubilligen. Von der Drucklegung der Arbeit in ihrer jetzigen Gestalt sei abzusehen.

La proposition du jury d'accorder un prix de frs. 500 à l'auteur du mémoire présenté est adoptée; le Président ouvre l'enveloppe jointe à ce travail et indique que l'auteur en est M. *Heinrich Giesker-Zeller*, Dr. jur., Zurich.

VII.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la question suivante: **Die Revision des Bundesgesetzes über die Verantwortlichkeit der eidgenössischen Behörden und Beamten vom 9. Dezember 1850.**

Herr Regierungsrat *Hans Kaufmann* (Solothurn), Referent über die disziplinarrechtliche und strafrechtliche Verantwortlichkeit:

Herr Präsident, meine Herren!

Bei Übernahme des Referates hatte ich auf die Anfrage Ihres Vorstandes vorerst Bedenken nach zwei Richtungen. Einmal schien es mir ungewiss, ob es mir meine Berufspflichten erlauben würden, mit dem Bericht

rechtzeitig fertig zu werden; sodann fragte ich mich, ob jemand, der ausserhalb der Bundesverwaltung steht, zur Behandlung dieses Themas geeignet sei. Dieses letztere Bedenken konnte bei näherer Überlegung fallen gelassen werden; denn die Betätigung in der kantonalen Verwaltung während einer Reihe von Jahren gestattet eine Beurteilung der Bedürfnisse auch der Bundesverwaltung. Dabei ist es vielleicht ein Vorteil, dass ein ausserhalb dieser Stehender den Anspruch erheben darf, durch keine Rücksicht gehemmt an den Gegenstand herangetreten zu sein. Aus dem erstgenannten Umstand aber entstand in der Folge leider die bedauerliche Verzögerung in der Drucklegung der Arbeit, so dass unsere Referate erst letzter Tage versandt werden konnten. Ich muss Sie deswegen um Entschuldigung bitten.

Ich beschränke mich heute auf ein Resumé, indem ich auf das gedruckte Referat verweise, das Sie in Händen haben.

Sowohl die Bundesverfassung von 1848, als diejenige von 1874 stellen den Grundsatz der Verantwortlichkeit der Bundesbeamten auf.

Die Ideen, welche den Bundesrat vor 62 Jahren bei Vorlegung seines Entwurfes zu dem heute noch in Rechtskraft stehenden Bundesgesetz leiteten, sind in der Botschaft vom 23. Dezember 1850 niedergelegt. Sie finden diese vom damaligen Chef des eidgenössischen Justiz- und Polizei-Departementes, Bundesrat Dr. Jonas Furrer, verfassten Motive im Referat abgedruckt. In dem Moment, wo das Messer an das alte Gesetz gelegt wird, schien es mir angezeigt, dieses bemerkenswerte Dokument aus den ersten Zeiten des neuen Bundes selbst sprechen zu lassen, als Ergänzung zum deutschen und französischen Gesetzestext, den wir im Anhang parallel laufend wiedergegeben haben.

Heute muss das Gesetz als lückenhaft bezeichnet werden; es ist Zeit, dass mit dem Gedanken der Schaffung eines einheitlichen Beamtenrechts Ernst gemacht wird.

Die Verantwortlichkeit der Bundesbeamten ist nach dem Verantwortlichkeitsgesetz eine dreifache. Die Dreiteilung findet sich niedergelegt in Art. 5. Sie kann eine disziplinarische, eine zivil- und eine kriminell-rechtliche sein. Demensprechend schien für die Behandlung des Themas der Rervision eine Arbeitsteilung zweckmässig: Herr Professor Dr. Karl Ott hat die zivil-rechtliche Verantwortlichkeit, der Sprechende die disziplinar- und strafrechtliche Verantwortlichkeit zur Bearbeitung übernommen.

Das Verantwortlichkeitsgesetz ist in der Anordnung des Stoffes nicht klar; hauptsächlich rührt dies daher, dass die dreifache Verantwortlichkeit nicht streng auseinandergehalten wird. Die Quellen der Verantwortlichkeit sind nicht genügend ausgeschieden. Der spezielle Teil leidet unter den wiederholten Verweisungen auf spätere Artikel und unter der Bezugnahme auf frühere. Auch ist das ganze Procedere zu kompliziert. Dies soll kein Vorwurf sein. Der Gesetzgeber von 1850 stand einer ganz unbebauten Materie und einer in ihrer künftigen Ausdehnung unbekannten Verwaltung gegenüber. Die in den Kantonen damals bestehenden Verantwortlichkeitsgesetze liegen bei den Akten des Bundesarchivs; sie sind bei Ausarbeitung des Entwurfes konsultiert worden.

Die Revision des Verantwortlichkeitsgesetzes drängt sich aber noch aus einem andern Grunde auf. Eine grosse Anzahl von Verwaltungsabteilungen ist erst seit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes entstanden und zu grosser Bedeutung gelangt. Ich erinnere nur an das Post-, Telegraphen- und Zollwesen; ferner entstanden Beamtenkategorien in dem Professorenkollegium des eidgenössischen Polytechnikums, ganz besonders aber in der neuern Zeit durch die Bundesbahnen und endlich auch durch die Schaffung der Nationalbank.

In dem Bundesgesetz von 1850 ist das eidgenössische Beamtenverantwortlichkeitsrecht nicht erschöpfend niedergelegt; es sind infolge der vorerwähnten Ausdehnung der Verwaltungstätigkeit des Bundes zahlreiche spezial-

gesetzliche Erlasse dazugekommen. Eine Revision des Verantwortlichkeitsgesetzes allein empfiehlt sich daher nicht. Im eidgenössischen Disziplinarrecht soll es keinen Platz zu Partikularrechten geben. Es müssen einheitliche Normen aufgestellt werden. Ein einheitliches eidgenössisches Beamtenrecht hat die Verantwortlichkeit in Zusammenhang mit den übrigen rechtlichen Verhältnissen der Bundesbehörden und -Beamten und -Angestellten zu ordnen. Dies postulieren die Ihnen vorliegenden Thesen 1 und 2.

Der Sprechende hat, wie erwähnt, die disziplinar- und strafrechtliche Seite der Verantwortlichkeit zu erörtern. Als Fundament der disziplinarrechtlichen Verantwortlichkeit muss gelten der Satz: Disziplin heisst Zucht und Ordnung. Der disziplinar- uns strafrechtlichen Verantwortlichkeit ist gemeinsam der Poenalcharakter. Für beide Massnahmen ist bei der Zumessung der Rechtsfolge in gewissem Umfang freie Hand gelassen, im Gegensatz zu der Realisierung der zivilrechtlichen Verantwortlichkeit, bei der sich eine adäquate finanzielle Leistung des Verpflichteten ergibt, bemessen nach der verursachten ökonomischen Beeinträchtigung, feststellbar sozusagen durch eine Rechenoperation.

Für die disziplinarrechtliche Verantwortlichkeit ist im Gegensatz zur strafrechtlichen eine Katalogisierung der Dienstvergehen nicht möglich. Der Beamte muss auch ausserhalb des Amtes verantwortlich sein; das Disziplinarrecht ergreift die ganze Person des Beamten.

Das Disziplinarrecht ist kein Spezialstrafrecht im Sinne des Militärstrafrechtes.

Bei der Beurteilung der Frage, inwieweit der Unterbeamte durch einen Befehl des Vorgesetzten gedeckt oder trotz diesem selbst verantwortlich sei, ist zu untersuchen, ob die befehlende Behörde die Kompetenz zum Erlass des Befehles hatte, ob der Beauftragte kompetent zur Ausführung der Handlung war und drittens, ob der Befehl in der richtigen Form gegeben worden ist.

Hinsichtlich des Umkreises der Personen, die der Disziplinargewalt nach Verantwortlichkeitsgesetz unterstehen, ist festzustellen, dass alle nach Art. 2 des Verantwortlichkeitsgesetzes Genannten dazu gehören, so z. B. auch die Privatpostgehilfen. Ebenso sind Personen, die nur in Nebenbeschäftigung für den Staat wirken, inbegriffen. Die Geltung der Disziplinarstrafgewalt gegenüber Ehrenämtern ist von Bundes wegen nicht entschieden.

Eine Prüfung der grossen Menge von besondern Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, die nach und nach entstanden sind, zeigt, dass insbesondere in bezug auf das Verfahren eine Revision notwendig ist.

Zum Teil sind nämlich Ergänzungsvorschriften vorhanden, nach deren Wortlaut die Garantien des Art. 38 des Verantwortlichkeitsgesetzes, wonach ein Beamter auf alle Fälle ein Recht auf Untersuchung und Verantwortung hat, für die betreffenden Beamtenkategorien in Wegfall kommen würden.

Unter den Strafmitteln steht im Vordergrund als schärfste Strafe die Abberufung, die meines Erachtens in einer geordneten Verwaltung unentbehrlich ist.

Im Gegensatz zum Ausland wird im Bund nicht zwischen Ordnungs- und eigentlichen Disziplinarstrafen unterschieden. Der Föderativverband eidgenössischer Beamter, Angestellter und Arbeiter hat in der Eingabe, die er am 1. Juni 1907 an den Bundesrat betreffend Schaffung einer eidgenössischen Disziplinargerichtsbarkeit richtete, ein dreistufiges Strafensystem postuliert. Die Entwürfe von Prof. Fleiner zu einem Bundesgesetz betreffend Errichtung eines eidgenössischen Verwaltungs- und Disziplinargerichtes halten die schwereren Strafen und die leichteren auseinander. Ich verweise auf Seite 148 des Referates.

Ein Wort ist zu sprechen von einer Massnahme, die keine eigentliche Disziplinarstrafe darstellt, der Demission auf Einladung der Verwaltung. Sie empfiehlt

sich speziell als Ausweg der Milde und unauffälliger Erledigung im Hinblick auf das Dienstalter, aus Rücksicht auf die Angehörigen, nicht zuletzt auch im Interesse des Staates selbst.

Die Strafe der Einstellung in der Gehaltserhöhung wird unter gewissen Vorbehalten nicht als ungerecht bezeichnet werden dürfen. Dagegen sollte die Vorenthaltung von Ferien, weil dem Zwecke dieser Vergünstigung widersprechend, als Strafe ausser Betracht gelassen werden.

Die These 3 will den Beamten das Recht auf Untersuchung und Anhörung wahren. Die Durchführung des rechtlichen Gehörs soll gesichert werden.

Die ganze Organisation der Disziplinarrechtspflege ergibt sich aus These 4.

Heute steht die Disziplinargewalt grundsätzlich dem Bundesrat zu. Aus der Beamtenschaft aber gehen die Begehren nach einer völlig unabhängigen Instanz mit kontradiktorischem Verfahren. Es wird eine förmliche Disziplinargerichtsbarkeit nach deutschem Muster verlangt, mit der Begründung, der Beamte, der selber in der Verwaltung stehe, sei gegenüber seinen Unterbeamten von vornherein voreingenommen. Es scheinen uns aber keine Übelstände dargetan zu sein, die ein förmliches kontradiktorisches Verfahren nötig machen, wenn nur der Gedanke des Art. 38 des Verantwortlichkeitsgesetzes gesichert bleibt. Der Boden, auf dem aufgebaut werden will, ist der deutsche, wonach das richterliche Element für die Beurteilung der Disziplinarverfehlungen überwiegt, während die Verwaltungsbeamten in der Minderzahl sind.

Diesen Postulaten gegenüber muss mit Nachdruck der Hauptunterschied in der Rechtsstellung zwischen den deutschen und dem schweizerischen Beamten betont werden: Dort die Unwiderruflichkeit, d. h. ordentlicherweise die Anstellung auf Lebenszeit, bei uns die periodische Wiederwahl.

Bei Schaffung eines Disziplinargerichtes würde während der Amtsdauer abweichend vom Wahlrecht einer ausserhalb der Verwaltung stehenden Disziplinarbehörde die Kompetenz zum Entscheid über die Entlassung gegeben. Wäre das konsequent gegenüber dem Recht der Behörde, den Beamten bei Ablauf der Amtsdauer auf Grund ihrer eigenen Überzeugung nicht mehr zu wählen? Die Verwaltungsgerichtsbarkeit darf nicht zu weit ausgedehnt werden.

Der Bundesrat stimmt, wie Sie wissen, der Schaffung einer besondern Disziplinargerichtsbarkeit zu. Er lehnt lediglich gewisse Postulate ab, so z. B. eine mehrfache richterliche Instanz. Insgesamt hätten sich nach dem Vorschlag des Föderativverbandes etwa 26 Gerichte ergeben. Dies wäre für unsere Verhältnisse offenbar unpraktisch.

In der Kommission des Ständerates für den Verwaltungsgerichtsartikel der Bundesverfassung wurde festgestellt, dass hinsichtlich des Disziplinarwesens immerhin die Möglichkeit gewahrt werden soll, nach Kreisen geschiedene Disziplinargerichte erster Instanz zu schaffen.

Die Konstruktion, dass eine durch Beisitzer aus den Kreisen der Verwaltung und des Personals verstärkte Kammer des Verwaltungsgerichtes an Stelle des gesamten Kollegiums als Disziplinargerichtshof funktionieren könnte, scheint dem Referenten etwas gewagt zu sein.

Die Verwaltungsgerichtsbarkeit ist durchaus angängig und angezeigt für Steuersachen, sowie für gewisse andere Verwaltungszweige, bei denen der Staat als Fiskus engagiert ist.

In Bezug auf das Disziplinarrecht aber erheben sich für die Übertragung dieser Aufgabe an das eidgenössische Verwaltungsgericht starke Bedenken. Der Vorschlag, den Prof. Dr. Gustav Vogt an der Tagung des Juristenvereins von 1897 in Zermatt machte: die Schaffung eines „eidgenössischen Rates für Rechtssachen", aber dürfte für das Disziplinarrecht verwertbar und entwicklungsfähig sein; Gustav Vogt postu-

lierte eine Rechtskontrolle innerhalb der Verwaltung. Von diesem Gedanken geht der Sprechende aus, wenn er Ihnen die Schaffung einer eidgenössischen Disziplinarkammer von 7 bis 9 Mitgliedern vorschlägt, wie sie in ihrer organisatorischen Grundlage Seite 180 ff. des Referates skizziert ist.

Die periodische Wiederwahl wirkt unbedingt als Antrieb zur Erfüllung der Beamtenpflicht. Nach unserm Vorschlag bleibt das Recht zur Abberufung in der Verwaltung, bei den Instanzen, die wählen. Bei der Strafausfällung soll diejenige Behörde das entscheidende Wort haben, welche die Verantwortung für die Funktionen des Beamten trägt, in der Meinung, dass die Garantien des Art. 38 des Verantwortlichkeitsgesetzes in allen Fällen anzuwenden sind und soweit möglich verstärkt werden sollen.

Daraus ergibt sich eine Ausscheidung der Strafkompetenzen nach dem Bedürfnis, der Geschäftslast der Verwaltungsstellen und nach der Stellung der Beamten. Die These 5 spricht von den Kompetenzen zur Ausfällung von Disziplinarstrafen.

Alle Disziplinarstrafen geringeren Grades, die sogen. Ordnungsstrafen, würden den durch die Vollziehungsverordnung oder das Dienstreglement zu bezeichnenden Dienstbehörden überlassen bleiben.

Die 5 schärfern Strafen — die Diensteinstellung (Suspension), die Versetzung, die Versetzung in eine niedrigere Stellung (Degradation), die Versetzung ins Provisorium und die Entlassung — würden in die Kompetenz der Wahlbehörden gestellt. Die 3 zuletzt genannten schärfsten Strafen sollten nur ausgesprochen werden können, wenn der Fall durch die von uns vorgeschlagene Instanz, die „Disziplinarkammer der Bundesverwaltung", bezw. die besondere „Disziplinarkammer der Bundesbahnen" geprüft worden ist.

Zur Frage, wie die Spitze dieser Kammer gebildet werden soll: Vielleicht liesse sich der Vorsitz dem

Vorsteher des Justiz- und Polizei-Departements oder dem Abteilungschef für Gesetzgebung und Rechtspflege in diesem Departement überbinden. Oder wohl noch besser dürfte es sich empfehlen, eine besondere Beamtung zu schaffen, die Stelle eines „Präsidenten der eidgenössischen Disziplinarkammer".

Das juristische Element in dieser Kammer bezw. beiden Kammern müsste überwiegen. Ob diese Kammern von Anfang an genügend Arbeit zu bewältigen hätten, mag fraglich sein. Untere Beamten dürften in die Kammern kaum zu ziehen sein; der Vergleich mit der Bestellung der Militärgerichte könnte hiefür nicht massgebend sein.

Die Beschlüsse der eidgenössischen Disziplinarkammer hätten lediglich den Charakter eines Gutachtens, eines Antrages an die zuständige Wahlbehörde. Zwei Fragen wären bei der Ausgestaltung des Gedankens von grundlegender Bedeutung: Einmal, ob die Wahlbehörde an das von der Kammer beantragte Strafmass gebunden sein soll und sodann, ob unter der Voraussetzung der Vorprüfung der schärfern Disziplinarmassregeln durch die Disziplinarkammer das Recht der Entlassung definitiv einer dem Bundesrat untergeordneten Wahlbehörde zu überlassen ist, oder das Rekursrecht zur Anrufung des letztern gegenüber der äussersten Massnahme nach wie vor fortbestehen soll. Ich muss es mir versagen, auf diese Punkte hier näher einzutreten. Auch im übrigen verweise ich auf das gedruckte Referat.

Zur strafrechtlichen Verantwortlichkeit möchte ich in der Hauptsache mich ganz auf den gedruckten Bericht beziehen.

Die These 6 beschlägt die Garantien bei Handlungen in der Amtsführung der Legislative, die parlamentarische Immunität. Der Entwurf zu einem Schweizerischen Strafrecht gewährt besonderen Schutz für alle Voten der Mitglieder der eidgenössischen Räte, sowie der kantonalen Parlamente. Art. 4 des Strafrechtsentwurfes, eventuell auch Art. 1 Abs. 2 Satz 2 des Verantwortlich-

keitsgesetzes ist aber ergänzungsbedürftig nach zwei Richtungen. Einmal sollte die Immunität auf Äusserungen in den Kommissionen der Räte ausdrücklich erweitert werden; sodann sollte festgelegt werden, dass auch die Mitglieder des Bundesrates und der kantonalen Regierungen für Äusserungen in den Volksvertretungen nicht strafrechtlich verantwortlich gemacht werden können.

Die Frage des administrativen Vorentscheides über die Verfolgbarkeit wegen Delikten ist der wichtigste Punkt, wenn die strafrechtliche Verantwortlichkeit der Beamten zu ordnen ist. Das französische System geht entschieden zu weit. Bei der zivilrechtlichen Verantwortlichkeit kann infolge der Einführung der direkten Haftung des Staates die Zustimmung der Behörden zur Verfolgung der Beamten dahinfallen; das Moment des Schutzes der Beamten entfällt bei dieser Lösung. In strafrechtlicher Beziehung scheint aber die Beibehaltung des Vorentscheides wünschbar; dies gelangt durch These 7 zum Ausdruck.

Betreffend den Gerichtsstand soll der Bundesrat freie Wahl bekommen, ob er Bundesbeamte für Amtsverbrechen der eidgenössischen oder kantonalen Instanz überweisen will. Die Lösung des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Strafgesetzbuch ist etwas zu weit gehend. Zum Schutze der Verletzten sollte die Möglichkeit gegeben sein, einen Verantwortlichkeitsfall der Bundesgerichtsbarkeit zu unterbreiten. Diesen Gedanken vertritt die These 8.

Meine Ausführungen haben sich auf die Besprechung einiger wichtigerer Punkte beschränkt. Soweit in einzelnen Richtungen etwas ausführlicher zu sprechen war, schien es angezeigt, im Hinblick darauf, dass die Referate später erschienen sind, als dem Sprechenden und dem Herrn Korreferenten lieb war.

M. le Dr. *Carl Ott*, avocat et professeur à Neuchâtel, second rapporteur, ajoute ce qui suit à son rapport sur la responsabilité civile:

Les 25 pages que j'ai consacrées à la responsabilité civile des fonctionnaires sont de bien maigre apparence à côté du majestueux rapport, six fois plus volumineux, dans lequel M. le Conseiller d'Etat Kaufmann étudie la sanction pénale et les mesures disciplinaires.

Et cependant, la responsabilité civile, tant par son importance propre que par le nombre et l'étendue des écrits qui s'y rapportent, aurait pu provoquer un exposé dix fois plus vaste.

La concision de mon rapport est voulue. Je me suis imposé d'être bref, — et ce n'est pas sans une certaine amertume que j'ai résisté à l'envie d'en dire plus long. — En effet, j'ai rencontré sur mon chemin, en foule, des questions intéressantes, agréables à traiter. Et ce n'est pas sans peine que j'ai pu m'empêcher de les saisir.

J'ai voulu m'en tenir strictement au sujet qui m'était donné, sujet pratique s'il en est: signaler les inconvénients de la législation actuelle, formuler des propositions pour la revision de la loi de 1850, et par là introduire la discussion.

Faisant abstraction de toute dissertation de valeur purement théorique, j'ai exposé dans mon rapport les conclusions auxquelles j'étais arrivé, sans même indiquer la copieuse littérature qui se rapporte à la responsabilité civile des fonctionnaires. Je ne voulais pas, aux dépens de la caisse sociale, gonfler mon travail en empilant les écrits innombrables que j'ai consultés; les ouvrages de MM. Geser, Escher, Fleiner, Delius, Gierke; les revues spéciales telles que les „Annalen des deutschen Reichs", les „Jahrbücher des öffentlichen Rechts", la „Deutsche Juristenzeitung", la „Schweiz. Zentralblatt für Staatsverwaltung", la „Revue de Droit Suisse", les traités de droit public, et *tutti quanti*, sont à portée de votre main. Je me suis permis de vous y renvoyer.

J'ai préconisé l'application du droit commun, et je n'ai trouvé aucun obstacle à cette solution. La suppression de la procédure préalable et le système de la responsabilité

directe de l'Etat, que je recommande, soulèveront, je le sais, d'énergiques protestations. La résistance sera vive, en Suisse orientale surtout.

Je m'en vais reprendre certains points du problème, donner en peu de mots quelques explications complémentaires.

Lors de la revision du Code des obligations, M. Brüstlein a émis l'opinion qu'il fallait placer les fonctionnaires cantonaux, les communes, les cantons et même la Confédération sous l'application du *droit de responsabilité fédéral;* il proposait de l'indiquer dans un article spécial.

J'admets qu'on ait laissé aux cantons la faculté de régler comme ils l'entendent la responsabilité de leurs fonctionnaires et qu'on ait voulu ne pas insérer dans le Code des obligations les dispositions relatives à la responsabilité civile des fonctionnaires fédéraux. Mais l'idée de M. Brüstlein n'en est pas moins juste, et je la reprends en disant que le législateur suisse doit s'inspirer du droit commun en revisant la loi de 1850. C'est la solution qu'ont adoptée, tacitement le plus souvent, la plupart des lois récentes sur la matière. Elles posent le principe de la responsabilité des fonctionnaires et autorités, se prononcent sur la responsabilité éventuelle de l'Etat, et laissent au juge le soin d'apprécier selon le droit commun. La loi vaudoise du 29 novembre 1904 le dit expressément, en son art. 3, après avoir formulé le principe de la responsabilité directe de l'Etat et des communes et réservé leur recours contre l'auteur responsable: *les actions civiles, fondées sur la présente loi, sont, au surplus, soumises aux règles du Code fédéral des Obligations.*

J'ai cherché vainement les dérogations au droit commun qui pourraient être dictées par l'intérêt de l'Etat. Je n'en ai pas trouvé et je maintiens que lors de la revision de la loi de 1850, nos Chambres pourront sans danger suivre l'exemple que leur donne, avec bien d'autres Etats, le canton de Vaud.

Certains cantons exigent, pour que le fonctionnaire soit responsable envers les tiers, qu'il y ait de sa part

dol ou faute grave (ainsi Fribourg); Zurich et Appenzell (Rod. Ext.) distinguent entre les fonctionnaires préposés à la tenue de registres publics et les autres fonctionnaires. Les premiers sont tenus de toute faute; les seconds seulement de faute lourde. Je saisis bien le fondement de cette restriction; le fonctionnaire travaille souvent dans des conditions particulièrement désagréables; avec la meilleure volonté du monde il ne peut vouer toute l'attention désirable au travail qu'il doit fournir. Mais est-ce au public à supporter les conséquences de la faute légère d'un fonctionnaire? Ne serait-ce pas plutôt à l'Etat, responsable, en fin de compte, de la bonne marche de son administration?

C'est aussi le droit commun qui s'impose lorsque plusieurs fonctionnaires ont ensemble causé un dommage. Certains cantons, suivant l'exemple de la Confédération, manifestent une répugnance incompréhensible à l'égard de la responsabilité solidaire; Obwald et Bâle-Campagne l'ont exclue; Appenzell R. E., Saint-Gall, Thurgovie, Schaffhouse et Zurich ne l'admettent que dans des cas exceptionnels, s'il y a dol ou délit; en Suisse française, à Soleure aussi, on ne manifeste pas la même répugnance et l'on applique le droit commun.

Même solution pour la prescription: Schaffhouse, expressément, prévoit l'application des règles du Code fédéral des obligations: „Für die Verjährung der Schadenersatzklage und des Rückgriffs gelten die Bestimmungen des eidgenössischen Rechts über unerlaubte Handlungen".

Montrez-moi que le système schaffhousois est dangereux pour l'Etat, et je changerai de religion. Mais jusqu'à présent, le danger, je ne l'ai point trouvé.

J'en arrive à la responsabilité de l'Etat, — soit de la Confédération, — à raison du dommage que ses fonctionnaires causent sans droit dans l'exercice, ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

On ne conteste plus guère en doctrine le principe de la responsabilité de l'Etat. Mais en Suisse ce n'est que

lentement qu'on le consacre dans les lois. Je n'ai pas voulu m'enlizer dans les discussions, la plupart du temps stériles, qui peuvent s'engager sur ce point.

J'obéis, je m'en rends bien compte, plus au sentiment qu'à la raison, et je ne le cache pas. En effet, on est obligé d'invoquer, en fin de compte, l'équité, la morale. Ce n'est donc point par des déductions rigoureuses que l'on justifiera la responsabilité de l'Etat; c'est bien plus en invoquant les postulats de la conscience populaire et personnelle.

Dans la „Deutsche Juristen-Zeitung" de 1909, page 17, M. Gierke a écrit:

„Wer sich in die Geschichte dieser Frage, die seit langer Zeit die Gemüter bewegt, vertieft, wird nicht daran zweifeln können, dass das Rechtsbewusstsein des deutschen Volkes seinen Spruch endgültig gefällt hat. Siegreich hat sich die Überzeugung durchgerungen, dass die Verantwortlichkeit des Staates und der anderen öffentlich-rechtlichen Verbände für die von ihren Beamten bei Ausübung der öffentlichen Gewalt begangenen Verfehlungen ein unabweisliches Postulat der Gerechtigkeit ist.

(Gierke „D. J.-Z." 1909, p. 17.)"

Le sentiment populaire est le même au sein du peuple Suisse.

M. Delius a raisonné comme suit: „L'Etat est représenté par ses fonctionnaires. Lorsque le fonctionnaire agit comme représentant de l'Etat, investi des droits de souveraineté de l'Etat, c'est l'Etat lui-même qui agit, non pas le fonctionnaire. La personne de celui-ci passe à l'arrière plan".

Juridiquement, cette argumentation n'est pas satisfaisante. Mais nous avons le sentiment qu'il nous faut arriver à la responsabilité de l'Etat; pourquoi faudrait-il être logique en tout et partout? Il faut que le droit s'adapte à la vie et qu'il donne satisfaction aux besoins du peuple; franchissons le fossé.

Je ne pense pas d'ailleurs qu'il se trouvera quelqu'un dans cette assemblée pour nier le principe de la responsabilité de l'Etat. Les opposants se recruteraient peut-être dans la Suisse orientale, où l'on est encore victime d'un certain mysticisme, et où l'on croit facilement que la responsabilité de l'Etat implique une restriction de sa souveraineté.

Cette responsabilité doit-elle être directe (primaire ou subsidiaire)? C'est là la grosse question. Je l'ai tranchée, et je me suis prononcé pour la responsabilité directe, sous réserve du droit de recours de l'Etat contre l'auteur responsable. — C'est la solution qui est adoptée par la grande majorité des lois récentes.

En 1909, en Allemagne, cinq Etats avaient formellement admis la responsabilité directe, savoir:

Bavière, Wurttemberg, Bade, Cobourg - Gotha, Reuss j. L.

Cinq Etats connaissaient la responsabilité subsidiaire:

Hesse, Weimar Schwarzbourg-Sondershausen, Reuss ä. L. et Alsace-Lorraine.

Les Mecklenbourg et Anhalt ont formellement exclu la responsabilité de l'Etat.

La Saxe avait la responsabilité directe en raison de son droit coutumier. (Otto Gierke CC.)

En Suisse, le système de la responsabilité directe fait son chemin lentement. Berne et Bâle-Campagne en 1851 déjà, Neuchâtel en 1903. Vaud en 1904, Bâle-Ville en 1909 et Schaffhouse (loi d'introduction au CCS) l'ont admise expressément.

D'autres cantons ne l'admettent que lorsque l'autorité supérieure couvre le fonctionnaire incriminé (Thurgovie et Fribourg), Valais (1907), Soleure (1904), Grisons (1903) s'en sont tenus à la responsabilité subsidiaire.

Je n'ai pas voulu reprendre dans mon rapport, les arguments que l'on a fait valoir pour l'un et l'autre systeme. Je vous renvoie au protocole de la réunion des Juristes

Suisses à Neuchâtel, en 1888, et aux rapports de MM. Ziegler et Borel.

M. Ziegler optait pour la responsabilité subsidiaire, parce qu'elle est plus juste et moins onéreuse pour l'Etat.

M. Eugène Borel défendait, en principe, le système de la responsabilité directe.

Quant à M. Bluntschli, il s'était montré l'adversaire irréductible de toute responsabilité de l'Etat, quelle que fût la forme sous laquelle on la présentât.

La discussion de 1888 pourrait se renouveler aujourd'hui; les deux systèmes conservent des partisans convaincus.

La responsabilité subsidiaire, a dit M. Gierke, est anormale parce qu'elle fait de la responsabilité de l'Etat à raison de sa propre faute une responsabilité à raison de la faute d'autrui; de plus elle n'est pas pratique, parcequ'elle ne donne pas une sécurité suffisante au lésé et parce qu'elle multiplie les procès.

J'ai exposé, pages 256 et suivantes du rapport, les raisons pour lesquelles je préférais la responsabilité directe. J'ajoute ceci: Il y a des cas où il est très difficile de déterminer si l'acte d'un fonctionnaire relève du droit public ou du droit privé (voir Delius). La solution de cette délicate question perd toute son importance pratique, si l'on applique le droit commun dans l'un et l'autre cas. Et pourquoi la condition du lésé serait-elle pire lorsque le fonctionnaire est intervenu comme représentant de l'Etat, personne de droit public? Un autre argument peut être relevé: Avec la responsabilité directe, il n'est plus nécessaire de protéger le fonctionnaire contre les actions vexatoires de tiers; donc, la procédure préalable n'a plus sa raison d'être, et j'ai dit par ailleurs que sa suppression est fort désirable.

Comparez enfin au système que je préconise celui que M. Ziegler recommandait en 1888; M. Ziegler était arrivé aux conclusions suivantes: „*Responsabilité subsidiaire* avec procédure de la décision préalable. Lorsque l'Etat couvre

le fonctionnaire, il peut être actionné lui-même pour les conséquences de l'acte incriminé, sans que pour cela le tiers puisse être obligé de fournir une caution quelconque."

Avec le système de la responsabilité directe on en arrive pratiquement à une solution semblable quant au fond et plus simple quant à la forme. Et c'est en définitive ce qui me le fait préférer.

Une autre question se pose: La responsabilité directe doit-elle être exclusive ou facultative au gré du lésé? Je me prononce pour la *responsabilité exclusive* parce que le système est plus simple. L'Etat seul est tenu vis-à-vis des tiers.

Je signale une disposition originale du droit schaffhousois, relativement au recours de l'Etat contre le fonctionnaire fautif: Dans le canton de Schaffhouse le recours ne peut être exercé que si l'on peut relever à la charge du fonctionnaire une faute grave ou un acte dolosif. L'Etat prend à sa charge, en tout état de cause, les conséquences de la *culpa levis* de ses représentants.

Un mot de la procédure préalable. J'en ai proposé la supression complète, ajoutant qu'avec le système de la responsabilité directe elle n'avait plus sa raison d'être; il n'est plus nécessaire de protéger le fonctionnaire contre les poursuites vexatoires et les chicanes des tiers, puisqu'il n'a pas à répondre lui-même. Et si l'on sanctionne d'une forte amende les plaintes téméraires, il n'y aura plus lieu de craindre que l'activité du fonctionnaire soit entravée ni que son zèle se refroidisse.

Tout au plus pourrait-on imposer au tiers lésé l'obligation d'avertir la Confédération des prétentions qu'il se propose de faire valoir; c'est ce que M. E. Borel proposait en 1888. Il s'agirait, non plus d'une procédure de décision préalable, mais d'une mesure d'ordre, d'un avertissement valant mise en demeure, et permettant à l'Etat d'éviter un procès si la réclamation lui paraît de prime abord justifiée.

Enfin je remarque qu'il serait prudent d'insérer dans la loi une disposition concernant les étrangers. Le ressor-

tissant d'un autre Etat ne pourrait demander une indemnité que si la législation de son pays accorde la réciprocité aux citoyens de la Confédération.

M. le Président remercie les rapporteurs et ouvre la discussion.

M. le Dr. *Ph. Dunant*, avocat à Genève, exprime le regret que les rapports aient été adressés si tard; la discussion sur une loi peu connue comme celle de 1850 aurait demandé à être mieux préparée.

Le Président répond que le comité déplore ce retard et a fait tous ses efforts pour obtenir les rapports plus tôt. Il espère qu'un fait aussi regrettable ne se reproduira pas.

Herr Dr. *Hans Bühler*, früherer Sekretär des eidg. Schulrates in Zürich: Es liegt ein Gesetz im Wurf, das mich ganz speziell interessiert, da ich 14 Jahre lang kantonaler und eidgenössischer Beamter war und gegen meinen Willen exkludiert wurde. Ich erhebe heute Opposition gegen das Disziplinarmittel „Einladung zur Entlassung". Der Referent nennt dieses Strafmittel eine mildere Strafart. Dagegen möchte ich mich wehren. Eine Einladung zur Entlassung ist schärfer, als jede andere Strafart. Die Beamten sind rechtlos, wenn die Einladung zur Entlassung aufgenommen wird. Ich beantrage daher, diese Strafart, die ich als die rigoroseste ansehe, abzuschaffen.

M. *Rivoire*, notaire (Genève): La responsabilité directe de l'Etat n'est pas douteuse. Les fonctionnaires sont des employés de l'Etat. C'est le droit commun qui fait règle. La loi spéciale doit se borner à fixer le for des actions, et la compétence des tribunaux.

M. *Jean Roulet*, avocat (Neuchâtel). Tout le monde est d'accord pour dire que la loi de 1850 doit être revisée. Là, où les divergences se font jour, c'est pour décider s'il vaut mieux adopter une réglementation spéciale plutôt que de s'en remettre au droit commun. On doit reconnaître que la situation du fonctionnaire est différente de celle d'un employé ordinaire; il exerce ses attributions

ensuite d'une délégation d'une parcelle de souveraineté. Dès lors, une loi spéciale parait désirable.

Relevant une phrase du rapport français, à page 244, M. Roulet estime qu'il est des cas où la responsabilité du fonctionnaire à l'égard des tiers est de nature contractuelle: ainsi lorsqu'un fonctionnaire s'approprie un dépôt effectué pour obtenir un permis de séjour, ou lorsqu'un chimiste officiel fait un rapport faux.

Herr Dr. *A. Brodtbeck*, Advokat (Basel): These 1 der speziellen Thesen des französischen Referenten ist unnötig. Nach Art. 4 des alten Gesetzes wird die Verantwortlichkeit begründet durch Verübung von Verbrechen und Vergehen in der Amtsführung sowie durch Übertretung der Bundesverfassung, Bundesgesetze und Reglemente. Nach Art. 7 setzt die Zivilklage auf Schadenersatz voraus eine rechtswidrige Handlung oder Unterlassung im Sinne des Art. 4. Nun ist seither auf dem Boden des gemeinen Rechtes Art. 61 a. OR entstanden. Damit ist klargestellt, dass auch für die zivile Verantwortlichkeit der Bundesbeamten die Art. 61 OR ff. gelten.

Die Hauptfrage, die sich nun aufwirft, geht dahin: Soll der Bund in Anwendung von Art. 61 OR für öffentliche Beamte eine Spezialgesetzgebung einführen oder eine Haftung des Staates? Entweder ist die Haftung der Beamten zu verstärken oder die Selbsthaftung des Staates einzuführen.

Das zürcherische EG zum ZGB regelt die Verantwortlichkeit der Beamten und Angestellten in den §§ 219 ff. In § 224 sind die Bestimmungen des ZGB und die Haftungsgrundsätze der Spezialgesetze vorbehalten. § 221 sieht die Haftung des Staates vor und § 223 dehnt diese Haftung sogar auf die Gemeinden aus. Ähnliche Behandlung im Einführungsgesetz des Kantons Schwyz. Die Kantone tendieren ganz allgemein auf die Staatshaftung. Will der Juristenverein eine über das gemeine Recht hinausgehende, verschärfte Haftung? Wollen wir an Stelle der gemeinrechtlichen Haftung der Beamten die Staatshaftung einführen?

M. *Ott* répond en quelques mots aux orateurs; M. Rivoire a dû se rendre compte que la question n'est pas si simple. Quant à M. Roulet, il confond deux choses très différentes: Dans les cas qu'il cite, l'Etat intervient comme personne de droit privé; or on admet que dans ces cas, l'Etat n'encourt aucune responsabilité en vertu de la loi fédérale de 1850.

Herr Professor Dr. *W. Burckhardt* (Bern): Der Herr Vorredner hat die zivilrechtliche Verantwortlichkeit der Beamten berührt. Ich spreche über die disziplinarrechtliche. Der Referent hat die Frage des Vorentscheides bejaht und für schwerere Vergehen eine Zwischeninstanz vorgeschlagen, eine Disziplinarkammer innerhalb der Verwaltung.

Ich empfehle die Schaffung einer unabhängigen Instanz über die schwereren Disziplinarfälle. Die Beamten verlangen ein Schiedsgericht. Die Gliederung, die Organisation können wir hier weglassen. Es kann sich nur um die Frage handeln, ob dieses Gericht eine unabhängige Instanz oder eine blosse Zwischenbehörde sein soll.

Richtiger scheint mir die Lösung durch Schaffung einer unabhängigen, gerichtlichen Instanz, im Sinne der Botschaft des Bundesrates.

Der Vorschlag des Herrn Regierungsrat Kaufmann hat den Vorteil, dass diejenige Behörde, die in dem betreffenden Fall verantwortlich ist, entscheidet, so dass keine andere Behörde am Zeuge flickt. Ferner, dass der Zusammenhang zwischen der Verwaltung und der Disziplinargewalt bewahrt wird.

Grösseren Vorteil bietet aber die Schaffung einer unabhängigen Behörde. Dadurch wird der Nachteil, der dem Vorschlage des Herrn Regierungsrat Kaufmann anhaftet, vermieden, es habe die vorgesetzte Behörde, wenn auch nur dem Anschein nach, aus persönlichen Gründen entschieden. Dazu kommt, dass es dem Bundesrat, wenn die Zwischeninstanz einen Antrag stellt, schwer fallen wird, von diesem abzuweichen.

Hat man aber einmal eine Spezialbehörde, so soll man nicht auch noch den Bundesrat mit dem gleichen Fall behelligen. Der Bundesrat müsste Akten studieren, die ihm eigentlich fernliegen. Den Bundesrat hievon zu entlasten, wäre ein grosser Vorteil.

Der Referent hat von einem grossen Widerspruch gesprochen, wenn man mit unserem Institut der persönlichen Wiederwahl den Apparat eines entscheidenden Disziplinargerichtes verbinden wolle. Der Widerspruch dürfte indessen nicht so gross sein. Wenn wir den Grundsatz aufstellen, dass für schwere Vergehen als Disziplinarmassregel die Entlassung nur durch ein Gericht beschlossen werden kann, wird die Verwaltungsbehörde sich nicht getrauen, einen Beamten zu entlassen, der vom Gerichtshof anders behandelt worden ist.

Der Referent will die 3-jährige Amtsperiode nicht abschaffen. Ich bin nicht ein so unbedingter Anhänger der 3-jährigen Amtsdauer. Zu empfehlen wäre meiner Überzeugung nach die Anstellung der Beamten auf unbestimmte Zeit, die wir eigentlich schon haben, denn die Wegwahl bildet eine Ausnahme.

Ich könnte mich also einverstanden erklären, wenn man sagen würde, der unpolitische Beamte wird auf unbestimmte Zeit angestellt. Natürlich müssen Beamte, die nicht tauglich sind, wenn sie es selbst nicht einsehen, weggewählt werden können, nicht als Strafe, sondern weil sie der Aufgabe nicht genügen. Hierin erblicke ich das Korrektiv für die unbestimmte Zeit der Anstellung. Dies wäre ausdrücklich zu erwähnen.

Man kann die Disziplinargerichtsbarkeit einführen, ohne die Amtsdauer abzuändern. Ich bin mit der These 4 des Berichterstatters nicht einverstanden. Ich beantrage eine Resolution folgenden Wortlauts: „Die schweren Disziplinarstrafen sollen durch eine von der Verwaltung unabhängige gerichtliche Behörde ausgesprochen werden."

Herr Bundesrat *Müller:* Ich erlaube mir einige wenige Worte. Ein gutes Stück von dem, was ich sagen wollte,

hat Herr Professor Burckhardt erwähnt. Ich behandle die Sache vom Standpunkte des Bundesrates aus.

Vor allem danke ich dem Vorstande, der das Thema zur Behandlung brachte und den beiden Referenten, die sich der Arbeit unterzogen. Es ist ein aktuelles Thema, mit dem sich das Justizdepartement in der nächsten Zeit zu befassen haben wird.

Wenn auch die gedruckten Referate etwas spät gekommen sind, so habe ich doch so viel gesehen, dass da ein grosses Material gesammelt und verarbeitet worden ist.

Mit dem allgemeinen Teil beider Referenten bin ich einverstanden. Einige Punkte sind Fragen der Gesetzestechnik, ich komme darauf nicht zu sprechen.

Wir haben uns schon seit einiger Zeit auf dem Departement mit der Schaffung eines Beamtengesetzes befassen müssen. Namentlich bezüglich der Strafmittel drängte sich die Überzeugung auf, dass das bisherige Gesetz veraltet ist.

Seit 1850 hat sich die eidgenössische Verwaltung in gewaltiger Weise entwickelt. Wir konstatieren ein aussergewöhnliches Anwachsen der Verwaltung und ihres Personals. Auch in der sozialen Gedankenwelt sind neue Ideen zum Durchbruch gekommen. Wir müssen daher ein neues Beamtenrecht schaffen.

Es wird sich darum handeln, das Rechtsverhältnis zwischen Staat und Beamten zu regeln. Rechte und Pflichten des Staates einerseits und Rechte und Pflichten der Beamten andererseits.

Wie ist es mit der Wiederwählbarkeit zu halten? Ich habe die Ansicht, dass wir den Begriff der Wiederwählbarkeit näher umschreiben müssen. Es muss der Gedanke ausgeschaltet werden, dass mit Ablauf der Amtsperiode der Beamte entlassen sei.

Es bleibt aber doch viel, das die Wiederwählbarkeit nötig macht.

Die Möglichkeit der Abberufung ist nötig. Nicht aus disziplinarischen Gründen, sondern wegen Invalidität.

Wenn wir die Frage mit der Pensionierung verbinden, so bekommt auch die periodische Wählbarkeit eine grosse Bedeutung. Die Instruktionsoffiziere wählt man heute schon nur noch unter dem Vorbehalt der jederzeitigen Versetzung auf Halbsold. Es ist dies ein Gebot der Notwendigkeit, das sich gewissermassen als ein Recht eingelebt hat. Bei andern Verwaltungen sucht man durch Versetzung dem betreffenden Beamten andere, leichtere Arbeit zu geben. Bei den Instruktionsoffizieren geht das nicht.

Alle 3 Jahre findet gewissermassen eine Generalrevision des Personals statt. Es erscheint dann die Frage der Wiederwählbarkeit unter einem ganz anderen Gesichtspunkt.

Wir sind wohl alle einig, dass es nicht leicht sein wird, ein entsprechendes Beamtengesetz unter Dach zu bringen. Man denkt vielleicht dabei zuerst an die Schwierigkeit, dass auf der einen Seite die Macht des Staates gewahrt werden muss, und auf der andern Seite die Selbständigkeit der Beamten. Diese Schwierigkeit scheint mir nicht so gross.

Wir haben in das Beamtenpersonal des Bundes das Vertrauen, dass es nur so viel verlangt, als es in guter Treue verlangen darf.

Bezüglich der speziellen Thesen scheint mir die Sachlage nicht liquid zu sein. Wäre es nicht angezeigt, diese Thesen mit Begründung an das Justizdepartement zur weiteren Prüfung zu überweisen?

Ich bin auch nicht einverstanden mit These 4. Wir sind im Bundesrat dazu gelangt, dass eine Lösung nur gefunden werden kann mit einem besonderen Gericht, sei es nun in Verbindung mit dem Verwaltungsgericht oder mit der Errichtung einer selbständigen Behörde. Wir brauchen ein unabhängiges Gericht, das selbständig urteilt. Mit dem Vorschlage des Herrn Referenten gewinnen Sie sehr wenig. Der Bundesrat muss die Akten studieren. Wir erhalten auf diese Weise doppelte Arbeit, während der Bundesrat entlastet werden muss, denn jede Ent-

lastung ist von grösster Bedeutung. Man kann wohl sagen, der Bundesrat werde in den meisten Fällen der Disziplinarkammer zustimmen. Wenn er es aber nicht tut, so muss das sehr gut begründet werden, um nicht Vorurteilen zu begegnen. Es ist eine odiöse Aufgabe, die dem Bundesrat aufgebürdet wird. Sie erreichen mit einem Disziplinargerichte viel eher das Vertrauen der Beamten.

In der Überzeugung, dass wir ein Stück Machtbefugnis aus der Hand geben, glauben wir doch, dass es das beste sei, ein selbständiges Disziplinargericht einzurichten. Die Hauptsache ist hier das Prinzip, die Organisation erscheint als Nebensache. Es wäre nicht von gutem, wenn der schweizerische Juristenverein eine gegenteilige These guthiesse, nachdem der Ständerat bereits im Sinne der bundesrätlichen Vorlage entschieden hat.

Noch einige Details: Mit Bezug auf „die Versetzung ins Provisorium" möchte ich alle Vorbehalte machen. Im Gesetz steht sie nicht. Ich habe die Vermutung, dass es nichts anderes sei als eine Verwarnung. Sie ist nicht die richtige Form, um den Strafcharakter auszudrücken. Es ist eine Verwarnung mit Androhung der Entlassung im Wiederholungsfall.

Herr Regierungsrat *Kaufmann*, Referent: Bezüglich der „Einladung zur Demissionseinreichung", die als Disziplinarmassregel von einem Votanten angefochten wird, liegt wohl ein Missverständnis vor. Es ist dies keine eigentliche Disziplinarstrafe. Ich verweise auf S. 150 meines Referates. Ich habe zudem die Meinung, dass einem Beamten durch eine dahinzielende Einladung kein Unrecht geschieht. Der Aufforderung, die Entlassung nachzusuchen, braucht niemand Folge zu leisten. Es steht dem Beamten frei, den Rat zu beachten; tut er es nicht, so nimmt das Disziplinarverfahren seinen Lauf und dessen Garantien sind anzuwenden. Auf einzelne Disziplinarfälle, wie hier einer in der Diskussion vom ersten Votanten dargelegt werden wollte, können wir uns nicht einlassen. Der Schweizerische Juristenverein ist keine

Oberdisziplinarinstanz; seine Erörterungen haben sich darauf zu beschränken, was in der Frage de lege ferenda zu geschehen habe.

Die Herren Prof. Dr. Burckhardt und Bundesrat Müller erheben Einwendungen gegenüber meiner Anregung auf Schaffung einer „eidgenössischen Disziplinarkammer" innerhalb der Verwaltung — event. einer zweiten für die Bundesbahnen — im Gegensatz zu einem von der Bundesverwaltung völlig losgelösten eidgenössischen Disziplinargericht. Einmal werde der entscheidenden Behörde ein Abweichen von dem Gutachten und Antrag der Kammer nicht leicht sein; es werde sich in solchen Fällen der Vorwurf der Willkür einstellen. Dem wäre zu begegnen dadurch, dass die Kammer nicht öffentlich verhandelt und ihr Antrag nur der Wahlbehörde bekannt gegeben wird. Sodann empfehle die Schwierigkeit der Untersuchung, den Bundesrat nicht neuerdings mit dem Studium der Disziplinarakten zu belasten. Eine solche Behelligung ergibt sich aber keineswegs aus dem Vorschlag des Sprechenden; vielmehr hätte danach der Bundesrat, von Rekursen abgesehen, nur in denjenigen Fällen zu entscheiden und zu diesem Zweck die Akten zu studieren, wo er selbst, nicht die ihm untergeordnete mit dem Disziplinarrecht ausgestattete Instanz, das Gutachten der Kammer einholt. Nur in diesen Fällen hätte somit auch das eidgenössische Justizdepartement als solches mitzuwirken. Die Annahme einer weitergehenden Belastung des Justizdepartements und des Bundesrates beruht auf einer irrigen Auffassung des Prozederes, wie ich es mir denke.

Ich war mir bewusst, dass mein Vorschlag auf Schaffung einer in die Verwaltung eingegliederten Disziplinarkammer Widerspruch finden werde. Wenn ich nach wie vor die Meinung habe, dass ein ausserhalb der Verwaltung bestehendes Disziplinargericht für unsere schweizerischen Verhältnisse nicht passt, so geschieht dies vor allem in der Erwägung, dass eine derartige Behörde

mit solchen Kompetenzen eine Inkongruenz gegenüber dem Wahlrecht der Verwaltungsbehörde bedeutet — so lange wir die periodische Wiederwahl, die dreijährige Amtsdauer besitzen.

Was aber diese betrifft, so habe ich die grössten Bedenken, ob an Stelle der dreijährigen oder einer ähnlichen Amtsperiode bei uns die Anstellung auf unbestimmte Zeit gesetzt werden dürfte. Das käme der lebenslänglichen unwiderruflichen Anstellung gleich, wie sie in Deutschland besteht und die als Korrelat die Amtsentsetzung allein auf gerichtlichem resp. disziplinargerichtlichem Wege zulässt. Eine solche Lösung auf eidgenössischem Boden würde aber eine allzustarke Abweichung von der Regelung des Beamtenrechts in den kantonalen Verwaltungen bedeuten. Es wäre nicht verständlich, weshalb die Bundesbeamten in ihren Stellungen andere Garantien als die Beamten der Kantone besitzen sollen. Das Bewusstsein unseres Volkes widerstrebt dem Gedanken der unwiderruflichen Anstellung. Dazu ist zu bedenken, dass für die Beamten, die vom Volk gewählt sind, eine lebenslängliche Amtsdauer überhaupt nicht in Frage kommen kann. Eine ungleiche Behandlung der Beamten je nach der Wahlbehörde bezw. dem Wahlkörper erschiene aber, weil innerlich unbegründet, als ausgeschlossen. Was zweckmässig und möglich sein dürfte, — im Bund und in den Kantonen — das ist die Verlängerung der Amtsdauer, sei es auf vier, fünf oder sechs Jahre, sowohl im Interesse der Verwaltungsarbeit als der Beamten. Eine Amtsdauer wird grundsätzlich im Bundesrecht nicht entbehrt werden können, soll nicht ein Widerspruch zum kantonalen Recht und zum demokratischen Empfinden überhaupt sich ergeben.

Die Frage der Invalidität von Beamten veranlasst mich zur Bemerkung, dass wie eine Nichtwiederwahl eines unfähig und vielleicht im Zusammenhang mit seinem Zustand nachlässig oder gleichgültig gewordenen Beamten im Interesse der Verwaltung liegen kann, so

auch eine Entsetzung während der Amtsdauer aus Gründen der Unfähigkeit denkbar ist; es dürfte Grenzfälle nach beiden Richtungen geben. Ist nicht gerade bei Gebrechlichkeit oder teilweiser Invalidität die Möglichkeit vorhanden, dass solche Fälle in Disziplinarfälle übergehen? Wenn eine neue Instanz für letztere geschaffen, ist diese oder die Verwaltungsbehörde zuständig zur Entlassung? Wer soll entscheiden, ob die Entlassung aus disziplinarischen Gründen oder im Zusammenhang mit Invaliditätsfolgen beantragt wird? Und doch muss die Beseitigung unfähiger Beamter möglich sein. Dies zeigt, dass auch die Frage der Pensionierung der Beamten einen notwendigen Bestandteil des zu schaffenden Beamtengesetzes bilden muss, gleich wie die deutschen Beamtengesetze diesen Gegenstand mit in vorderster Linie regeln.

Durch meinen Vorschlag wird vermieden, dass die Verwaltungsbehörde gegenüber dem Beamten, der unfähig und zudem durch eigenes Verschulden unhaltbar geworden ist, mit der Eliminierung nicht bis zur Integralerneuerung wartet, dass sie also ihn nicht mit Rücksicht auf den ungewissen Ausgang des Disziplinargerichtsverfahrens während der Amtsperiode unbehelligt lässt, statt ein Disziplinarverfahren einzuleiten; die Verwaltung soll ohne Schwierigkeit die Erledigung des unhaltbaren Zustandes herbeiführen können, selbstverständlich unter Wahrung der gesetzlichen Kautelen und soweit notwendig und gerechtfertigt, unter Beachtung der durch die Humanität geforderten und möglichen Rücksichten.

Wenn auch für die in der Diskussion berührte Massregel der Versetzung ins Provisorium eine gesetzliche Bestimmung fehlt, so ist sie eine Vorkehr, die praktisch wirkt; solche Wahlen auf nur unbestimmte Zeit werden öfters und mit gutem Erfolg auch in den Kantonen getroffen.

Man behauptet, die Organisation, wie ich sie für das Disziplinarverfahren mir denke, sei zu kompliziert. Ich stelle mir aber die Sache sehr einfach vor: Wenn

ein Departement oder eine mit bezüglicher Kompetenz ausgerüstete andere Amtsstelle einen Beamten mit einer der genannten schwereren Disziplinarstrafen belegen will, so ist von ihm bezw. ihr der Fall der zuständigen Disziplinarkammer zu unterbreiten. Der Bundesrat hätte sich mit dem Entscheid über diese äussersten Massregeln nur dann zu befassen, wo er selbst als Disziplinarinstanz zu funktionieren hätte oder wenn die Angelegenheit auf dem Rekursweg an ihn gebracht würde. Es ist dies eine Frage der nähern Ausgestaltung.

Mit der Anregung des Herrn Bundesrat Müller, der Juristenverein möge sich nur über die allgemeinen Thesen aussprechen, die Resolutionen mit ihrer Begründung, den Referaten und dem Protokoll, aber dem eidgenössischen Justizdepartement zu weiterer Prüfung bei der Gesetzgebungsarbeit überweisen, kann ich mich sehr wohl einverstanden erklären.

Am Ende dieser mündlichen Ausführungen erlaube ich mir nochmals zu betonen, dass für meinen Disziplinarkammervorschlag die Erwägung ausschlaggebend war, es müsse eine Inkongruenz zwischen Wahlrecht und Disziplinarrecht, ein verhängnisvoller, weil die Autorität der Vorgesetzten schädigender Zwiespalt im Gang der Administration, vermieden werden.

Sodann möchte ich beifügen, dass ich mich bei der Formulierung meiner Thesen frei gefühlt habe, trotzdem der Bundesrat zu der Frage, ob ein selbständiges Disziplinargericht zu schaffen sei, bereits in seiner Botschaft zum Verwaltungsgerichtsartikel in bejahendem Sinne Stellung genommen hat und die parlamentarische Behandlung durch die Erledigung der Vorlage im Ständerat schon weit vorgeschritten ist. Die Tatsache, dass der Vorstand des Schweizerischen Juristenvereins den Gegenstand zur Diskussion stellte, schien es mir zu erlauben und zu gebieten, mit dem Ergebnis der eigenen Prüfung der Materie vor Sie zu treten, auch wenn es abweicht von der zum Teil bereits erheblich präjudizierten voraussichtlichen Lösung.

Die Tendenz meines Vorschlages geht dahin: Unter Respektierung der Bedürfnisse einer geordneten Verwaltung sollen den Beamten die Garantien gesichert werden, die sie formell schon durch das alte Gesetz hatten. Daher habe ich die These 3 aufgestellt; ich messe ihr grosse Bedeutung bei. Sie soll die materielle Gerechtigkeit im Disziplinarrecht wahren, auch wenn für unsere eidgenössischen wie kantonalen Verhältnisse in Bezug auf das Verfahren das ausländische Vorbild selbständiger Disziplinargerichte abzulehnen ist. Dabei verweise ich zur Rechtfertigung der von mir angeregten Institution der eidgenössischen Disziplinarkammer als obligatorische Begutachtungsinstanz für alle mit einer der schwereren Strafen zu belegenden Disziplinarvergehen auf die in dieser Richtung liegende, im gedruckten Referat skizzierte Ordnung des Disziplinarrechts in Basel-Stadt, die dortige Regelung und zeitweilige Praxis zeigt dass die Schaffung einer Disziplinarrechtskontrolle, innerhalb der Verwaltung kein praktisch undurchführbares Problem und für die Beamten keine wertlose Institution bedeutet.

Bevor zur Abstimmung geschritten wird, stellt Professor Dr. *Burckhardt* (Bern) den Antrag:

1. zu den speziellen Thesen, weil die Fragen nicht liquid erscheinen, nicht Stellung zu nehmen, sondern nur über die allgemeinen Thesen abzustimmen in der Meinung, dass die *1.* These Kaufmann unverändert anzunehmen ist, in der *2.* aber die Worte „unter Ausscheidung der disziplinarrechtlichen, strafrechtlichen und zivilrechtlichen Verantwortlichkeit" gestrichen werden sollen;
2. dass eine *3.* These, eine spezielle Resolution des Inhalts gefasst werde: „Die schwereren Disziplinarstrafen sollen durch eine von der Verwaltung unabhängige Behörde ausgesprochen werden";
3. dass in einer *4.* ebenfalls speziellen These die Revision der zivilrechtlichen Verantwortlichkeit postuliert werden soll.

Referent Regierungsrat *Kaufmann* erklärt sich mit der Streichung der beanstandeten Worte in These 2 einverstanden. Dagegen lehnt er die von Professor Burckhardt angeregte spezielle Resolution ab, da es nicht angehe, einerseits von einer Abstimmung über die speziellen Thesen des Referenten mit Rücksicht auf die behauptete Unabgeklärtheit der Fragen abzusehen, anderseits aber gleichzeitig durch eine These in entgegengesetzter Richtung ebenso entschieden für eine bestimmte Lösung der umstrittenen Frage Stellung zu nehmen. Er beantragt, bei dieser Sachlage keinerlei spezielle These aufzustellen. Eventuell würde der Referent der These Burckhardt eine Resolution entgegenstellen, lautend: „Für die Ausfällung der schweren Disziplinarstrafen ist ein Verfahren einzuführen, welches den Beamten erhöhte Garantien bietet."

A la votation

1. les thèses n⁰ I des rapporteurs sont adoptées l'une et l'autre à l'unanimité.
2. les thèses n⁰ II sont adoptées à l'unanimité également, avec les modifications ci-après:
   a) Thèse de M. *Kaufmann*. Les mots „unter der Ausscheidung der disziplinarrechtlichen, strafrechtlichen und zivilrechtlichen Verantwortlichkeit" sont supprimés.
   b) Thèse de M. *Ott*. La fin depuis les mots „à laquelle les dispositions" etc., est retranchée.

M. le *Président* met ensuite aux voix la question de savoir si l'assemblée veut se prononcer sur les thèses spéciales des rapporteurs.

Par 34 voix contre 20, l'assemblée se prononce pour la négative.

En conséquence, ces thèses accessoires ne sont pas mises aux voix.

Les résolutions votées par l'assemblée sont donc les suivantes:

I. La loi fédérale sur la responsabilité des autorités et fonctionnaires de la Confédération suisse, du 9 décembre 1850, qui est incomplète et insuffisante, doit être revisée.

II. Cette revision doit intervenir à l'occasion de l'élaboration d'une loi fédérale sur les fonctionnaires.

I. Das Bundesgesetz über die Verantwortlichkeit der eidgenössischen Behörden und Beamten vom 9. Dezember 1850 ist, weil inhaltlich unvollständig und ungenügend, formell mangelhaft, einer Revision zu unterziehen.

II. Die Revision des Gesetzes ist in Verbindung mit dem Erlass eines das eidgenössische Beamtenrecht zusammenfassenden Beamtengesetzes vorzunehmen."

L'assemblée décide enfin que le procès-verbal de la séance de ce jour sera transmis au Département fédéral de Justice et Police. — La séance est levée.

Séance du mardi 8 octobre.

Président: Dr. *Henri Le Fort*, Genève.
Secrétaires: Dr. *Henri Cherix*, Lausanne.
Dr. *Otto Dübi*, Soleure.

VIII.
Présentation des comptes.

M. le Dr. *Meckenstock*, Professeur (Neuchâtel), caissier de la société, présente les comptes pour 1911—12 et le budget pour 1912—13:

Comptes 1911—1912
A. Compte ordinaire.
Recettes.

1910—1911	1911—1912	Augmentation	Diminution
Fr. 8996. 40	8947. 15	—	49. 25

Dépenses.

	1910—1911	1911—1912	Augmentation	Diminution
I. Frais généraux	Fr. 1131. 70	1167. 25	—	35. 55
II. Subventions .	„ 1395. —	1812. 50	417. 50	—
III. Prix	„ 1500. —	750. —	—	750. —
IV. Impressions . .	„ 1938. 20	4203. 45	2265. 25	—
		7933. 20		

B. Fonds spécial.

	1910—1911	1911—1912	Augmentation	Diminution
Recettes . .	Fr. 5427. —	5613. 60	186. 60	—
Dépenses . .	„ 510. 85	600. —	89. 15	—

Budget pour 1912—1913.

Recettes	Fr. 8850. —
Dépenses.	
Frais généraux	Fr. 2500. —
Subventions	„ 2000. —
Prix	„ 500. —
Impressions	„ 2500. —
Imprévu	„ 1350. —
	Fr. 8850. —

Sur la proposition des vérificateurs des comptes, MM. *R. Peter*, juge cantonal (Soleure) et *Frédéric Martin*, avocat (Genève), ces comptes et ce budget sont approuvés.

IX.

Discussion sur: La peine de mort et l'unification du droit penal en Suisse.

Sur la proposition du Comité, l'assemblée décide, vu le grand nombre d'orateurs prévu, que chaque personne ne pourra parler qu'une fois et pas plus d'un quart d'heure, les rapporteurs étant exceptés de cette mesure.

Le Président donne lecture de trois lettres qu'il a reçues de membres ne pouvant prendre part à la discussion:

1. De M. le Dr. *Albert Furter*, avocat à Wohlen:

Sehr geehrte Herren Kollegen!

Am Erscheinen an der diesjährigen Tagung verhindert, sende ich koll. Grüsse. Beim Diskussions-Thema „Todesstrafe" würde ich zu den Anträgen des Herrn Dr. J. Winkler stimmen.

2. De M. le Dr. *S. Gabuzzi*, Conseiller aux Etats, Bellinzona:

Très honoré monsieur le Président,

De retour ce soir de la réunion d'une Commission des Chambres fédérales, je me trouve dans la situation d'excuser mon absence à la convocation du Comité et à la réunion de la société des juristes à Soleure.

Je regrette particulièrement d'être empêché d'intervenir, parce que j'avais l'intention d'appuyer de mon vote les conclusions de Monsieur le professeur Logoz sur la question de la peine de mort. J'espère que d'autres collègues soutiendront le point de vue du professeur genevois et que les juristes suisses ne voudront pas admettre que la peine capitale soit encore nécessaire dans l'état actuel de notre civilisation pour la défense sociale contre e délit.

3. De M. le Dr. *Alexander Reichel*, juge fédéral:

Herrn Dr. *Le Fort*, Präsident des schweiz. Juristenvereins,
Solothurn.

Herr Präsident!

Es ist seit langer Zeit das erste Mal, dass ich der Jahresversammlung des schweizerischen Juristenvereins fern bleiben muss. Gesundheitsrücksichten zwingen mich dazu.

Und doch wäre ich so gerne dabei gewesen, um auch meine Stimme in dem alten Kampfe für die Rechtseinheit zu erheben, in dem ich immer mitgekämpft habe, so lange ich juristisch denken konnte. Als kaum flügge gewordener Student war ich am Solothurner Volkstag dabei, als man sich das Wort gab, einzustehen für das eine Recht im Schweizerland. Im Zivilrecht haben wir es errungen und wir hoffen, dass es uns auch im Strafrecht gelingen soll. Da schiebt sich wie ein Keil die Frage der Todesstrafe dazwischen. Zwar soll es ein einheitliches Strafgesetz geben, aber den Henker will man den Kantonen vorbehalten. — Ich bin nie ein Freund der Todesstrafe gewesen; aber ich weiss nicht, ob ich diesem die Rechtseinheit aufhebenden Vorschlage gegenüber es nicht vorziehen würde, den Wechselbalg aus Rache und Talion in das eidgenössische

Recht zu übernehmen. Er würde darin keine Zierde bilden; aber wir behielten das Heft doch in der Hand und könnten ihn bei günstiger Gelegenheit aus dem Gesetz entfernen. Denn ich fürchte, dass, wenn man heute den Kantonen eine so weitgehende Konzession macht, man diesen Fehler später nur mit grossen Anstrengungen wieder gut machen kann. Man erschwert damit unnötig die Durchführung des Strafvollzuges in einheitlicher Form, die über kurz oder lang als Folge der Vereinheitlichung des Strafrechtes kommen muss.

Wir Juristen wollen es den Behörden, die die politischen Geschicke unseres Vaterlandes leiten, überlassen, darüber zu entscheiden, welche Kompromisse notwendig sein mögen, um das Werk einem guten Ende zuzuführen. Fragt man uns um unsere Meinung, dann laute unsere Antwort: wir wollen den blanken Schild der Gerechtigkeit nicht mit Bluturteilen beflecken lassen; strenge sei das Recht, aber es bleibe menschlich.

Und wahrhaftig kann man dem Vorentwurfe zu einem schweizerischen Strafgesetz nicht eine übermässige Milde zum Vorwurfe machen. Ernsthaft ist der Kampf gegen das Verbrechertum angepackt und streng sind die Strafen.

So hoffe ich, dass das Ende der Solothurner Tagung ergeben wird: Wir Juristen wollen ein strenges Strafgesetz, aber ein Strafgesetz ohne Todesstrafe.

Es war mir um so mehr ein Bedürfnis, meiner Überzeugung im Kreise meiner Kollegen Ausdruck zu geben, als ich im Frühling in Luzern der Sitzung der Expertenkommission für das schweizerische Strafrecht nicht bis zum Ende beiwohnen konnte. Leider muss ich Sie jetzt auch bitten, meine Abwesenheit von Solothurn zu entschuldigen."

Le Président donne d'abord la parole aux rapporteurs. M. le Dr. *O. Kronauer*, Procureur général de la Confédération, ajoute ce qui suit à son rapport imprimé:

Der Juristenverein und der Sprechende begehen heute einen Gedenktag, indem vor 25 Jahren, am Juristen-

tage von 1887 in Bellinzona, der Grundstein zur Vereinheitlichung des schweizerischen Strafrechtes gelegt wurde. Damals referierte Herr Colombi, Sekretär des Bundesgerichtes, nachmaliger Staatsrat des Kantons Tessin über das Thema: „Die Revision des interkantonalen Auslieferungsgesetzes," wobei er zu dem Schlusse gelangte, es sei das Bundesgesetz von 1852 zu verbessern im Sinne der Verpflichtung zur Auslieferung an den Richter des Tatortes, während der Sprechende als Korreferent die einzig richtige Lösung in der Unifikation des Strafrechtes erblickte. Der Juristenverein akzeptierte mit grossem Mehr eine Motion von Herrn Professor Stooss, durch welche der Bundesrat ersucht wurde, die Vorarbeiten für Vereinheitlichung des Strafrechtes an Hand zu nehmen.

Dieser Beschluss gab den Anstoss zu der Motion Forrer im Nationalrate und der Anhandnahme des Werkes durch Herrn Bundesrat Ruchonnet.

Was nun die Todesstraffrage anbetrifft, so hat Ihr Referent in den Vorbereitungen zu der Sitzung der Strafrechtsexpertenkommission von Luzern, in dieser selbst und im gedruckten Referat sich stets bemüht, mehr anzuregen als zu polemisieren, mehr praktische Erwägungen zur Geltung zu bringen als Theorien vorzutragen. Sein Zweck war der, die Mitglieder der Expertenkommission und weitere Kreise in dem gegebenen wichtigen Momente zu Erwägungen und zu Äusserungen ihrer Ansicht darüber zu veranlassen, welche Lösung der Todesstraffrage bei Vereinheitlichung des schweizerischen Strafrechtes als die beste zu geben sei. Er will auch heute den Mitgliedern des schweizerischen Juristenvereins die, wie er annimmt, erwünschte Gelegenheit nicht verkümmern, diesen Zweck durch eigene Voten zu fördern und er beschränkt sich deshalb auf einige historische Erörterungen, die dazu mithelfen dürften.

Wir gehen dabei aus von dem allgemeinen Erfahrungssatze, dass alle Erscheinungen, die das menschliche Leben umgeben und beeinflussen, sich nur langsam und stetig

entwickeln, dass keine sprunghaften Veränderungen und Fortschritte erfolgen können, ohne dass sie durch Rückschrittsbewegungen gefährdet würden und dass nur das Bestand hat, was als Entwicklung sich an Bisheriges anschliesst.

Alles ist in stetem Flusse, aber nichts, das sich neu herausbildet, kann eines Stützpunktes im Vergangenen entbehren.

Wenn wir nun die Entwicklung des Strafrechtes betrachten, so lehrt uns die Geschichte seit der ältesten Zeit, dass unter den Mitteln der Vergeltung und der Repression bei begangener Verletzung von Rechtsgütern die Vernichtung des Lebens des Missetäters das vornehmste und das unentbehrlichste war bei allen Völkern und in allen Zeitaltern bis zur nahen Gegenwart. Nicht nur die Vernichtung des Lebens, sondern die raffiniertesten Martern, welche derselben vorangingen und die verschiedenartigsten Methoden, den Tod desjenigen herbeizuführen, der nach der jeweils bestehenden Rechtsanschauung durch irgendwelche Verletzung kirchlicher oder staatlicher Vorschriften das Leben verwirkt hatte. Nicht nur Leben um Leben, Aug um Aug, sondern Vernichtung desjenigen, der irgend eine Gesetzesverletzung begangen hatte, sei es Verletzung kirchlicher Satzungen, sei es Verbrechen gegen den Staat, gegen Eigentum, gegen geschlechtliche Sicherheit.

Wenn wir nun in unserm einheitlichen Strafrecht von der Todesstrafe, wie vorgeschlagen, gänzlich absehen, so folgen wir der neuzeitlichen Entwicklung, die im Nachbarlande Italien und einigen andern Staaten zur Abolition geführt hat und die den Art. 65 unserer Bundesverfassung von 1874 begründete. Wir tragen dabei auch Rücksicht dem Umstande, dass in der Volksabstimmung von 1879 sehr grosse Teile unseres Volkes und seiner Repräsentanten sich gegen die Wiedereinführung der Todesstrafe aussprachen und dass nachher nur eine Minderheit von Kantonen mit verhältnismässig schwacher Bevölkerung von der Möglichkeit der Wiedereinführung Gebrauch

machte. Aber eine andere Frage ist die, ob wir den jetzt bestehenden Zustand abändern und den Kantonen untersagen sollen, für ihr Gebiet diese Strafart in einem eng umschriebenen Rahmen beizubehalten. Dass der Bund dazu befugt wäre, war mir so wenig zweifelhaft wie Herrn Dr. Winkler. Die gänzliche Abschaffung aber ist entschieden noch nicht präjudiziert durch die Revision der BV, die dem Bunde das Recht zur Vereinheitlichung des Strafrechtes gibt.

Die Schweiz war nicht der erste und ist nicht der einzige zivilisierte Staat, in welchem die Gesetzgebung über die Todesstrafe schwankte.

Ich verweise diesfalls auf die Ausführungen des Herrn Logoz im gedruckten Korreferat und ich anerkenne unumwunden, dass in der modernen Zeit eine Evolution besteht in der Richtung zur Abschaffung derjenigen Strafe, die während Jahrhunderten, ja Jahrtausenden als die hauptsächlichste, wirksamste und am meisten anzuwendende galt. Aber es ist eine noch nicht abgeschlossene Evolution von noch nicht 150 Jahren, die nur in wenigen Staaten Erfolg hatte in der Form der Abschaffung im ganzen Staatsgebiet, aber eine Evolution von anderem unendlich grossem Erfolg in Form der Beschränkung der Anwendung dieser Strafart in rechtlicher und faktischer Beziehung, sowohl bei uns als in andern zivilisierten Ländern. Bei uns Einschränkung auf schwerste Verbrechen, in Friedenszeiten unter Verzicht auf Anwendung bei Verbrechen gegen den Staat, Einschränkung auf zurechnungsfähige Individuen, zurechnungsfähig nach Alter, nach Geisteszustand, Abschaffung der Verschärfung des Vollzuges durch vorherige Martern, Abschaffung der Ehrenfolgen für die Familie des Verbrechers, Vermeidung des Skandals öffentlicher Hinrichtung, und von Schaustellung des Hingerichteten oder einzelner Teile seines Körpers, vergrösserte Garantien gerechter Justizpflege durch Verbesserungen im Prozessverfahren usw. usw.

Diese Fortschritte sollen unter allen Umständen fest-

gehalten werden und durch die Bundesgesetzgebung gegen jeden Versuch der Reaktion gesichert werden. Ich darf bei dieser Gelegenheit wohl auf das Votum des Herrn Lang in der Kommission verweisen, der meinem, von ihm abgelehnten Vorschlag Gerechtigkeit widerfahren liess mit den Worten: „Man wird zugeben können, dass der praktische Unterschied zwischen dem Antrage Kronauer und dem Entwurfe, der die Todesstrafe ausschliessen will, kein sehr grosser ist. Aller Wahrscheinlichkeit nach würde der Zustand nach Antrag Kronauer den Übergang bilden zur völligen Aufhebung der Todesstrafe."

Und ich sage nun: der eidgenössische Gesetzgeber hat die Macht, auch bei Offenhalten des Ventils diese Evolution in den Kantonen, welche die Todesstrafe beizubehalten wünschen, noch wirksam zu fördern durch Einschränkung der Todesstrafe auf Fälle schweren Mordes und durch bloss alternative Zulassung derselben.

Er erschwert die Wiedereinführung in den Kantonen nach meinem Vorschlage auch dadurch, dass dafür neue Spezialgesetze geschaffen werden müssen. Wir glauben, dass dies, und nicht die unbedingte Ablehnung der Weg sei, der der bisherigen Entwicklung des Rechtslebens in unserm Lande entspreche.

Wir halten daher an unsern Thesen vorläufig fest und ersuchen den Vorstand, sie der Versammlung zur Abstimmung vorzulegen im Gegensatz zu denjenigen des Herrn Korreferenten und auch im Gegensatz zu dem eventuellen Vorschlag von Herrn Dr. Winkler. Wir können uns nicht damit befreunden, dass die Todesstrafe in irgendwelcher Form in das schweizerische Strafgesetz aufgenommen wird. Die Kantone, welche diese Strafart verpönen und sie nicht auf ihrem Gebiete eingeführt sehen wollen, dürfen nach unserer Ansicht nicht dazu gezwungen werden, dass sie, sei es auch nur alternativ, von Bundes wegen, auf Verbrechen angedroht wird, die auf ihrem Gebiete begangen werden, — sie sollen vor dem Konflikte bewahrt werden, dass in irgendwelchem schweren Falle

ihre Richter ohne kantonales Spezialgesetz vor die Frage gestellt sind, ob sie nicht zu der immerhin zugelassenen Kapitalstrafe greifen sollen.

Zu den Thesen des Herrn Korreferenten nur wenige Worte:

Wir gehen damit einig, dass die Lösung der Todesstraffrage im schweizerischen Strafrecht nicht massgebend sein solle für Annahme oder Ablehnung, aber wir glauben, dass sie von ganz erheblicher Bedeutung sein könne, und dass darum die völlige Abolition nicht das Richtige wäre.

Ob die Aufhebung der Todesstrafe in der Schweiz die öffentliche Sicherheit gefährden würde, wagen wir weder zu bejahen noch zu verneinen aus Gründen der Unmöglichkeit verlässlicher Feststellungen.

Ganz einverstanden sind wir damit, dass erst die Bundesversammlung darüber entscheiden kann und soll, ob der eine oder andere Weg zu beschreiten sei. Aber die vorberatende Kommission von Luzern war verpflichtet, dem Bundesrate und der Bundesversammlung hiefür in allen Richtungen Material zu liefern und auch der Juristenverein wird, wie in ähnlichen Fällen schon so oft, sich ein Verdienst erwerben durch Behandlung der Frage und Abstimmung darüber, was seine Mitglieder für richtig halten. Möge die Diskussion hier wie in Luzern eine sachliche bleiben und weder von Reaktion noch von Humanitätsduselei gesprochen werden, dann wird ihr Resultat am wirksamsten sein.

In These III des Herrn Korreferenten ist der Ausdruck missverständlich, dass nach den Beschlüssen von Luzern den Kantonen die Kompetenz zur Aufrechterhaltung oder für Einführung der Todesstrafe gewahrt bleiben solle. Der Sprechende wenigstens ging von der Ansicht aus, dass den Kantonen nur das Recht gegeben werden sollte, diese Strafart nach Inkrafttreten des einheitlichen Strafrechtes für ihr Gebiet wieder einzuführen.

Zu These IV des Herrn Korreferenten ist mit aller Entschiedenheit zu betonen, dass die Kommission

von Luzern darin einstimmig war, die Frage im Hauptgesetz einheitlich zu lösen und zwar im Sinne der Abolition und dass sie nur eine Abweichung im Einführungsgesetz zuliess.

Dieser Hauptentscheid von Luzern ist in der öffentlichen Diskussion viel zu wenig beachtet worden; er verschwand darin völlig vor der Auseinandersetzung über die vorläufige Stellungnahme zum Ausführungsgesetz. Wir möchten dringend wünschen, dass in dieser Beziehung heute und in den folgenden Stadien die Sache richtiger behandelt würde. Die Departementskommission wird auf ihren Hauptentscheid nicht zurückkommen, das hätte bei den letzten Beratungen in Lugano geschehen müssen. Dagegen hat sie später, bei der erst nachfolgenden Diskussion über das Einführungsgesetz alle Freiheit auf den Mehrheitsbeschluss zurückzukommen und darf und muss die Möglichkeit ins Auge gefasst werden, dass sie ihren Standpunkt wieder verlässt.

Schon jetzt sind auf dem Gebiete der Todesstrafe ganz wichtige neue Erscheinungen zutage getreten, die ernste Würdigung verdienen, so bei der Vereinigung der deutschen und österreichischen Juristen in Wien. Die dortigen Referate zugunsten der Abschaffung der Todesstrafe zwingen zu neuer Prüfung der Frage auch bei uns und auf mich hat die ausgezeichnete Arbeit von Herrn Prof. Liehmann einen tiefen Eindruck gemacht. Sie bestärkte mich in der prinzipiellen Gegnerschaft gegen die Todesstrafe.

Aus den Äusserungen der schweizerischen Presse entnehme ich sodann die Bestätigung meiner schon in Luzern geäusserten Annahme, dass seit dem Jahre 1879 die Anhänger der Abolition in der Schweiz sich eher vermehrt als vermindert haben. Eine sichere Feststellung hierüber könnte nur eine besondere Abstimmung ergeben, aber ich glaube nicht, dass genügende Gründe vorliegen, um eine solche zu veranstalten.

Sie erwarten wohl von mir eine Erklärung darüber,

welches die Gründe seien, die mich zum prinzipiellen Gegner der Todesstrafe machen. Sie stammen aus den Erfahrungen jahrzehntelanger Kriminalpraxis und sind:

1. die Besorgnis vor irreparabeln Justizirrtümern.

2. diejenige vor ungleicher Behandlung geständiger und nichtgeständiger Angeklagter in Kapitalsachen, letzteres in dem Sinne, dass die Todesstrafandrohung bei ständigen Richtern und noch mehr bei Geschworenen dazu führen könnte, aus Furcht vor Irrtümern die verhärteten, allen Indizien Trotz bietenden Angeklagten frei zu sprechen oder mit Milderungsgründen vor dem Schaffot zu bewahren, während die reumütig Geständigen dem Gesetze gemäss behandelt würden.

Salus rei publicae suprema lex.

Die Durchführung der Vereinheitlichung des schweizerischen Strafrechtes schien Ihrem Referenten und schien der Mehrheit der Departementskommission in Luzern die Öffnung des Ventiles im Einführungsgesetz zu rechtfertigen.

Mögen die weitern massgebenden Instanzen darüber in voller Sachkenntnis entscheiden. Der Sprechende wird nicht unglücklich darüber sein, wenn der von ihm in guten Treuen vorgeschlagene Weg wieder verlassen wird, im Bewusstsein, das Seinige dazu beigetragen zu haben, den rechten Weg zu finden.

M. le Dr. *Paul Logoz*, Privat-Docent à l'Université de Genève, rapporteur français, s'exprime ensuite en ces termes:

Le rapport de M. Kronauer et le mien ont pu être imprimés assez tôt pour pouvoir être lus par ceux d'entre vous qu'ils intéressaient. Inutile, par conséquent, de vous fatiguer par de vaines redites. Je me bornerai à rappeler ici l'essentiel des réflexions qui m'ont conduit aux conclusions de mon rapport.

A dessein, je me suis abstenu de reproduire les arguments classiques invoqués habituellement pour ou contre la peine de mort. Ces arguments ne convainquent personne. Preuve: à Vienne, il y a 5 semaines, à leur XXXIme assem-

blée annuelle, les juristes allemands ont remis sur le tapis toute cette vieille querelle. Au vote (dans la division du Congrès qui s'occupait spécialement du droit pénal), 159 voix pour le *maintien* de la peine de mort, 158 pour son *abolition!*

En ce qui touche à la question de la nécessité du maintien de la peine capitale en Suisse, je me borne à la constatation d'un fait:

C'est que la grosse majorité du peuple suisse (plus de 75 %) se passe, *en droit,* de la peine de mort depuis plus de 30 ans. Bien plus, parmi les cantons qui ont réintroduit cette peine dans leur code pénal depuis 1879, il y en a qui ne l'ont *jamais* appliquée *en fait.*

Je crois pouvoir déduire de là ma thèse II:

Actuellement, le maintien de la peine de mort dans le projet de code pénal suisse ne paraît pas commandé par les exigences de la sécurité publique.

Allons plus loin: On admet généralement aujourd'hui qu'un code pénal est exclusivement un instrument de lutte contre le crime. C'est une arme de défense sociale. Envisagé à ce point de vue là, le projet de CP Suisse est bien supérieur à tous nos codes cantonaux, dont plusieurs sont visiblement vieillis. On va nous proposer de remplacer ceux-ci par celui-là. Allons nous faire dépendre notre réponse, en tout ou en partie, de l'attitude du projet suisse à l'égard de la peine de mort?

Cela me paraîtrait absurde. Des facteurs multiples qui agissent sur la criminalité, la peine capitale n'est certainement pas un des plus importants. On peut même affirmer peut-être qu'au point de vue de la lutte contre le crime, de la politique criminelle, l'attitude du projet à l'égard de la peine capitale est sensiblement *indifférente:* le nombre des crimes restera vraisemblablement à peu près le même, quelle que soit la solution (maintien ou abolition) adoptée par le Code pénal suisse. Il importe dès lors de reléguer la „question de la peine de mort" à sa véritable place, qui est une place d'arrière-plan. Et en tous cas,

il ne faut pas faire de la solution donnée à cette question par le projet une raison de se prononcer contre lui et contre les avantages certains qu'il nous apporte.

De là ma thèse I:

La solution adoptée par le projet de code pénal suisse à l'égard de la peine de mort n'est pas, à elle seule, une raison d'accepter ou de refuser ce projet.

J'entre maintenant dans le vif de notre sujet. Nous sommes en Suisse, c'est-à-dire dans un état fédératif et démocratique (référendum!). Les circonstances spéciales où nous sommes ne doivent-elles pas nous conduire à écarter une solution nette du problème de la peine capitale et à adopter de préférence une solution intermédiaire? Ne serait-il pas plus conforme à la nature juridique de notre pays et aussi plus prudent (référendum!) de s'abstenir de résoudre la question d'une façon obligatoire pour toute la Suisse? Ne vaudrait-il pas mieux laisser les cantons libres de la résoudre chacun à sa guise?

Du domaine du droit pénal, nous passons ici dans celui de la politique législative.

Au point de vue des principes (personne ne le conteste, je crois, sinon peut-être M. le prof. Mercier et ceux qui partagent ses idées), pareil compromis est déplorable. Prétendre unifier le droit pénal et reculer devant une réponse nette en ce qui concerne la peine *capitale* est une dérobade inadmissible, si elle n'est pas justifiée par des raisons d'un autre ordre.

Et par quoi pourrait-elle être justifiée? Par l'argument de *nécessité*, répondent ses défenseurs. Nous sommes, disent-ils, dans une situation telle que de deux choses, nous devons sacrifier l'une pour sauver l'autre. Exiger une solution nette de la question de la peine de mort, c'est vouer le projet à un échec quasi-certain en cas de référendum.

Qu'en est-il en réalité?

Un premier point me paraît clair. C'est qu'en tous cas, le compromis proposé est un pis-aller. C'est un mal à subir pour en éviter un pire. M. Kronauer le reconnaît

lui-même. Il n'y a, dès lors, aucune raison de se hâter de l'introduire dans le projet. Il convient au contraire, en tout état de cause, de ne l'y introduire qu'à la dernière extrémité. Pour cette raison déjà, la Commission d'experts de Lucerne (avril 1912), me semble avoir été trop vite en besogne en adoptant le compromis. Elle devait, sans aucun doute, s'occuper de la question de la peine de mort. Elle devait la discuter et prendre une décision à son sujet. Mais elle devait — si vraiment le compromis Kronauer est un pis-aller — prendre une décision autre que celle qu'elle a prise, c'est-à-dire se prononcer pour une réponse *nette* à la question posée.

Il y avait d'autant plus de raisons d'être circonspect à l'égard du compromis *qu'au fond*, il est loin d'être démontré que son introduction dans le projet soit la condition *sine qua non* de l'acceptation de ce projet par le peuple. Peut-être même le compromis irait-il à fin contraire et peut-être compromettrait-il cette acceptation. Quoiqu'il en soit, c'est là une question que je ne *peux*, ni ne *veux* résoudre. Incompétent moi-même, je m'en remets à l'autorité qui par définition reflète l'opinion du peuple et des cantons: les Chambres fédérales.

Aux Chambres de dire si, à leur avis, le peuple qu'elles représentent rejetterait un projet qui prend une position nette à l'égard de la peine de mort. Si tel est leur avis, je m'inclinerai, car alors l'adoption du compromis ne peut plus être différée. Mais je prétends que son adoption par la commission de Lucerne était prématurée, quelle que fût l'excellence des intentions qui l'ont dictée et quelle que fût, au point de vue formel, la compétence de la commission pour prendre cette décision.

S'en remettre aux Chambres a encore un avantage d'ordre politique: il serait naïf de croire qu'une fois soumis aux chambres, le projet de CP passera, tel quel, comme une lettre à la poste. Il faudra, hélas, marchander. Les cantons et les groupes politiques ne manqueront pas de faire valoir leurs „revendications".

Est-il, dès lors, habile de faire d'avance toutes les concessions possibles? Et ne vaut-il pas mieux laisser quelque monnaie d'échange à ceux qui seront changés de défendre l'intégrité du projet?

De là ma thèse III:

Il convient de laisser à l'autorité la plus qualifiée, c.-à-d. aux Chambres fédérales, le soin de statuer sur la nécessité de l'introduction, dans le projet de code pénal suisse, du compromis Kronauer (faculté laissée aux cantons de maintenir ou d'introduire chez eux la peine de mort).

Et maintenant faut-il aller plus loin? La Société des juristes doit-elle prendre position sur le fond du débat? Doit-elle se prononcer pour ou contre le compromis? Je crois qu'oui. Elle représente une partie appréciable de l'opinion du pays. En émettant un vote, elle fournira un préavis précieux à l'autorité législative qui doit statuer en dernier ressort. Ce vote aura du reste une autre utilité. Il ne restera peut-être pas platonique. Les décisions de la Société des juristes ont une autorité incontestable. Si elle se prononce contre le compromis, il n'est pas impossible que la commission d'experts, qui n'est pas au bout de ses travaux, revienne sur la décision d'avril 1912 et qu'elle abandonne le compromis qu'elle avait adopté tout d'abord. Il n'est pas impossible non plus que si elle ne le fait pas, le Conseil fédéral le fasse à sa place.

De là ma thèse IV:

La Société suisse des juristes demande que la question de la peine de mort soit résolue affirmativement ou négativement par le code pénal suisse lui-même, d'une façon uniforme pour toute la Suisse.

Je l'ai rédigée à dessein d'une façon telle que tous les partisans d'une solution nette puissent la voter, qu'ils soient eux-mêmes partisans ou adversaires de la peine de mort.

Car, en réalité, notre discussion diffère profondément de celle qui a eu lieu à Vienne, en septembre, sur le même sujet. Là-bas, c'est entre partisans et adversaires de la peine de mort que la bataille s'est livrée. Ici, elle se livrera

avant tout entre partisans d'une solution nette, quelle qu'elle soit, et cantonalistes, partisans du compromis Kronauer.

Quelle que puisse en être l'issue, je forme le vœu que cette discussion et que le vote qui la couronnera servent vraiment à aplanir les voies au-devant du Code pénal suisse et contribuent à en préparer la venue la plus prompte possible.

Le Président remercie les rapporteurs de leurs rapports imprimés, qui ont pu être distribués à temps, et des observations qu'ils viennent d'y ajouter, et il ouvre la discussion.

Dr. *Albert Huber*, Advokat (Basel): Wir besitzen heute die eine Armee und wollen nun auch das eine Recht schaffen. Wir haben ein einheitliches Konkursrecht, ein einheitliches Zivilrecht und gehen daran, ein einheitliches Strafrecht zu schaffen, das wir aber nur dann erhalten, wenn wir die Frage der Todesstrafe bundesrechtlich regeln. Jede Konzession an kantonale Anschauungen verunmöglicht die Unifikation. Nehmen Sie einen Doppelmord in zwei Kantonen an. Der eine Kanton habe die Todesstrafe, der andere nicht. Also ist der Fall möglich, dass ein Mord nicht gesühnt wird oder aber der Mörder sitzt in einem Kanton die Strafe ab und wird im andern dann noch geköpft.

Der tierische Instinkt im Menschen verlangt die Todesstrafe, die Seele verabscheut sie. Die Todesstrafe ist ein Überbleibsel der Blutrache. Das Prinzip der Vergeltung ist heute nicht mehr haltbar, besonders auch nicht nach den Grundsätzen des Christentums. Die Abschreckungstheorie hat vollständig versagt. Bestes Beispiel liefert der Kanton Luzern: Nirgends gab es in der Schweiz so viele Morde wie im Kanton Luzern, nachdem dieser die Todesstrafe eingeführt hat!

Der Sicherungszweck wird natürlich erreicht, denn wer geköpft, ist sicher, aber auch wer im Zuchthaus ist. Wir haben grosse Fortschritte gemacht im Ergreifen der Delinquenten und die modernen Gefängnisse bieten genügend Garantie, dass ein Entkommen ausgeschlossen ist. Auch darin liegt ein grosser Schutz.

Die Todesstrafe hat in den monarchischen Staaten noch viele Anhänger. Bismarck verkörperte das Prinzip von Blut und Eisen und unter seinem Einfluss führte man sie in Deutschland, da wo sie abgeschafft war, wieder ein.

Die römisch-katholische Presse nimmt bei uns Stellung für die Todesstrafe ein. Die Todesstrafe ist kein Dogma der römisch-katholischen Kirche. Der Papst hat nie interveniert bei Abschaffung. (Redner zitiert eine Reihe von Heiligen und Kanonikern.)

Zum Schluss stellt Dr. *Huber* folgende Thesen:

I. Ohne einheitliche Lösung der Todesstraffrage kann ein einheitliches schweizerisches Strafrecht nicht durchgeführt werden.

II. Die kulturelle Entwicklung des Schweizervolkes hat denjenigen Grad erreicht, welcher die Todesstrafe entbehrlich macht.

III. Die Abschaffung der Todesstrafe für das ganze Gebiet der Schweiz ist gleichzeitig mit der Einführung eines einheitlichen Strafrechts durchzuführen.

IV. Den Modus der Durchführung zu bestimmen ist Sache der gesetzgebenden Behörden.

Alt Bundesrichter Dr. *Winkler:* Begeisterung und Leidenschaft für das eine Recht haben mir die Feder in die Hand gedrückt zu den beiden, letzte Woche in der „N. Z. Z." erschienenen Artikeln.

Bei Begnadigungen sind nicht immer sachliche Gründe entscheidend. Willkür und Zufall beeinflussen oft den Ausgang. „Aus der Wolke ohne Wahl zuckt der Strahl." Das ist die Lotterie des Todes. Dieser, das allgemeine Rechtsgefühl verletzende Zustand darf bei einem einheitlichen Strafrecht nicht fortdauern. In Luzern wurde 1866 der Mörder Hug begnadigt, Emmenegger anno 1867 hingerichtet. Im Jahre 1890 wurde Kaufmann begnadigt, 1892 Gatti und 1893 Keller hingerichtet — nicht nach der Schwere der Fälle, sondern nach der Laune des Zufalls. Die Begnadigung Maillart in Freiburg war das reine Spiel um Leben und Tod.

Dieser würdelose Zustand darf neben dem schweizerischen StGB nicht fortdauern. Ein einheitliches StGB lässt bei seinem zwingenden Charakter überhaupt nicht zu, dass gewisse Tatbestände zur Auswahl den Kantonen überlassen werden; auf dem Gebiete des einheitlichen Rechts sind die einzelnen Kantone nur Landesteile. Ihnen die Todesstrafe überlassen, hiesse sie wieder zu souveränen Staaten machen, was mit dem Rechtseinheit-Artikel der Bundesverfassung nicht vereinbar wäre.

Die Einheitlichkeit des Strafrechts war schon im Jahre 1848 vorgeschlagen worden vom Staate Solothurn. Die Abstimmung vom Dezember 1898 verlangte ein einheitliches und nicht ein verwässertes Strafrecht, und dieser entschiedene Wille des Schweizervolkes (Stimmenzahl 266,000 gegen 102,000), der in dieser Verfassungsabstimmung zum Ausdruck gelangte, muss mit demokratischer Loyalität respektiert werden. Es wäre recht eigentlich eine capitis diminutio des Strafgesetzes, wenn ihm die Spitze genommen würde. Das Schweizervolk will aus dem nationalen Bewusstsein heraus nach dem einheitlichen Zivilrecht nun auch das einheitliche Strafrecht. Das Strafrecht beruht auf idealen Forderungen des Volkes. Nicht das materielle Bedürfnis, wie beim Zivilrecht gibt da den Ausschlag. Ich warne den Bund davor, die Brandfackel in eine Reihe von Kantonen hineinzuwerfen, indem er ihnen die Aufgabe gibt, zu entscheiden, ob sie die Todesstrafe in ihre Gesetzbücher wieder einführen wollen.

Das scheint auch die Auffassung Burckhardts zu sein. In seinem Kommentar zeichnet er die Grenzen der Gesetzgebungsgewalt des Bundes. Auch nach ihm gehört das eigentliche Strafrecht dem Bunde und nirgends findet sich bei Burckhardt eine Ausnahme bezüglich der Todesstrafe. Man hat auch gesagt, die Frage der Todesstrafe sei deshalb nicht von so grosser Bedeutung wegen ihrer geringen Anwendung. Aus dem nationalen Gefühl heraus verlangt das Schweizervolk ein einheitliches Strafgesetz-

buch. Ein materielles Bedürfnis liegt nicht vor, wir können warten, bis die Sache reif ist.

Will man den Minderheiten in den Kantonen zumuten, dass sie sich in dieser Frage den Mehrheiten einfach unterziehen sollen? Diese Minderheiten betrachten es als eine Schmach, wenn ihr Kanton wieder in die Kategorie der Stände eingereiht werden soll, denen ein weniger feines Rechtsgefühl zugeschrieben wird als den übrigen Kantonen, die in grosser Mehrheit sind.

Ähnlich wie in der Schweiz war die Situation im Norddeutschen Bund. Dort war das Nationalbewusstsein so stark, dass ein Kompromissantrag wie der heutige fallen gelassen wurde. Bismarck hätte niemals zweierlei Recht zugelassen.

Soll das Nationalbewusstsein der Schweizer so viel geringer sei, als das der Deutschen?

Vor mehr als 10 Jahren schon hat ein grosser Föderalist, ein Führer der katholisch-konservativen Partei, Herr Bundesrichter Schmid, in der Nachmittagssitzung des Nationalrates, es war am 24. Juni 1901, erklärt: „Die Kodifikation des Strafrechts ist nicht so einfach, wie sie sich Herr Prof. Zürcher vorstellt. Da ist z. B. die alte Frage der Todesstrafe. Man wird die Lösung dieser Frage nicht dem Belieben der Kantone anheimstellen können."

Die fortschrittliche Mehrheit des Schweizervolkes wird nicht hinter diese Worte zurückgehen wollen und jedenfalls wird der schweizerische Juristenverein, der alte Vorkämpfer der Rechtseinheit, nicht mitmachen, wenn es sich darum handelt, ein wichtiges Stück Rechtseinheit kampflos und ruhmlos preiszugeben.

Dieser Voraussetzung entspricht mein Hauptantrag, der identisch ist mit der These IV des Korreferenten: „Der schweizerische Juristenverein spricht sich dafür aus, dass die Frage der Todesstrafe im Strafgesetzbuche für die ganze Schweiz einheitlich geordnet werde." Die Thesen I, II und III des Korreferenten halte ich nicht für geeignet

für eine Resolution, und eine Abstimmung darüber wird zu unterbleiben haben.

Für die Annahme des Eventualantrages habe ich nicht die gleiche Zuversicht, wie für den Hauptantrag. Aus opportunistischen und materiellen Rücksichten möchte ich ihn dennoch empfehlen. Diesen Kompromiss könnten Anhänger und Gegner der Todesstrafe annehmen, wenn wenigstens die letztern nicht Doktrinäre sein wollen. Mit dem Begnadigungsrecht der Bundesbehörde und zwar Bundesversammlung oder Bundesrat — würden die Garantien geboten. Es ist ganz gut möglich, die Begnadigung den Bundesbehörden zu überlassen. Warum soll die Bestellung dieser Behörden als Begnadigungsinstanz hier nicht möglich sein? Die Begnadigung ist ein Akt der Staatshoheit. Die Bundesbehörde verdient so viel Zutrauen als jede kantonale Behörde. Im Schweizervolk herum hat es viele Leute, die Freunde der Todesstrafe sind.

Aber auch mit der Annahme bloss des Hauptantrags täte die Versammlung ein gutes Werk. Möge in diesem Saale der Geist eines Vigier, eines Albert Brosi, dieser entschiedenen Anhänger der Rechtseinheit, die hier versammelten Juristen beherrschen!"

Fürsprech *Sessler* (Bern): Der Antrag des Herrn Bundesanwalt Kronauer erklärt sich nicht vom Standpunkt des Juristen, sondern vom Standpunkt des im opportunistischen Talwasser schwimmenden Politikers aus. Als Juristen und nicht als Politiker haben wir heute zu entscheiden.

Die Juristen haben die Frage mit viel Vorsicht geprüft. Referent ist in seinen Schlüssen klar, er ist Gegner der Todesstrafe. Weniger klar scheint mir der Korreferent zu sein, dessen Thesen III und IV im Widerspruch stehen.

Was die Sache selbst anbetrifft, so scheint mir der Vorschlag Kronauer richtig zu sein, wenn wirklich eine Gefahr im Volke vorliegt.

Heute steht für uns die Frage so, was sagen wir Juristen zur Todesstrafe. In meiner Jugend war ich ein

grosser Gegner der Todesstrafe. Im Laufe der Jahre hat sich meine Anschauung etwas gedämpft, unter dem Eindruck grausamer Mordtaten.

Bei der Verteidigung der Todesstrafe ist der Zweck der Abschreckung zurückgetreten vor dem der Sicherung. Bei der heutigen Einrichtung unserer Zuchthäuser besteht aber wenig Gefahr mehr dafür, dass es nicht gelinge, den Verbrecher unschädlich zu machen.

Wichtige Gründe, z. B. die Gefahr des Justizirrtums, sprechen entschieden gegen die Todesstrafe. Der Staat soll mit dem guten Beispiel vorangehen und das tut er, wenn er auch den verruchtesten Mörder nicht mit dem Tode bestraft.

Ich stimme für These I des Referenten und ebenso für These IV des Korreferenten betreffend die einheitliche Lösung. Ich bezweifle, dass im Volk eine Verwerfungsgefahr vorliegt. Sollte sich wirklich eine Gefahr zeigen, so sage ich mit dem Korreferenten, diese Frage muss die Bundesversammlung entscheiden.

Sollte die Bundesversammlung einen Kompromiss für unumgänglich erachten, so würde der Sprechende den Eventualantrag Winklers dem Vorschlag Kronauers vorziehen, weil jener die Rechtseinheit wahrt und garantiert, dass die Todesstrafe nur in ganz besondern Ausnahmefällen zur Anwendung käme.

Fürsprech Dr. *E. Brand* (Bern): Ich gehöre zu denjenigen, die 1898 zum erstenmal gestimmt haben. Mir hat es weh getan, als ich die Beschlüsse der Expertenkommission vernahm. Es war ein Gefühl aus der Enttäuschung heraus, dass ein schönes Ideal, für das wir als Jünglinge geschwärmt, preisgegeben werden will. Es ist ein Zeichen der Schwäche und der Ängstlichkeit, wenn man von der Kompetenz der Rechtseinheit keinen Gebrauch zu machen wagt. Der Expertenkommission war es offensichtlich bei ihrem Beschluss nicht so ganz wohl und so suchte man nach Entscheidungsgründen, man fing an zu motivieren. Aber gerade wenn man sucht und motiviert,

so macht das einen schlechten Eindruck. Anno 1898 hat niemand daran gedacht, dass wichtige Fragen wieder den Kantonen zu überlassen seien. Der Sprechende war sehr enttäuscht von der Begründung, als er las, der Bund sei gar nicht verpflichtet, sondern nur befugt, den Art. 64 bis auszuführen.

Parteipolitische Rücksichten stehen nicht in Frage und sind vom Juristenverein nicht zu hören. Keine politische Partei hat meines Wissens die Todesstrafe auf ihr Parteiprogramm geschrieben.

Trotz diesen politischen Rücksichten ist es dem Referenten nicht ganz wohl bei der Vorlage. Referent sagt, die Richter werden mit irgend welchen Mitteln das richtige finden, d. h. nicht „köpfen". Das ist ein opportunistischer Standpunkt. Es ist, als ob man die Verantwortung auf jemanden abladen wollte, der sie nicht zu tragen hat.

Ich mag mich an einen unbedeutenden Diebstahlshandel erinnern, wo ein Delinquent bedingt verurteilt wurde. Ich fragte damals, würden sie auch verurteilen, wenn wir den bedingten Straferlass nicht hätten? Man antwortete mir mit nein.

Im fernern kann die Motivierung nicht als durchschlaggebend anerkannt werden, das ZGB habe den Kantonen auch gewisse Gebiete vorbehalten. Als Praktiker kann ich speziell vom Pflichtteilsrecht sagen, dass das Volk damit nicht einverstanden ist. Der gewöhnliche Bürger reklamiert. Auch andere Motive zur Kompromiss-Lösung z. B. religiöse, können nicht bestehen.

Einzig und allein Gründe höherer Staatsraison vermöchten den Standpunkt des Kompromisses zu rechtfertigen, doch es bestehen keine solchen.

Ich glaube, dass die Kultur unseres Landes soweit vorgeschritten ist, dass wir die Todesstrafe abschaffen dürfen. Bereits drei Viertel unserer Kantone haben diesen Schritt gewagt und das letzte Viertel soll sich anschliessen.

Es ist ein Ablehnen der Verantwortlichkeit, wenn man den Kantonen die Lösung dieser Frage im Einführungsgesetz überlässt.

Nehme man lieber die Todesstrafe in das Strafgesetzbuch auf, als nicht Farbe zu bekennen. Heute sollte man über Detailpunkte nicht abstimmen, sondern lediglich über die Frage, ob nach Ansicht des Juristenvereins die Todesstrafe im StGB einheitlich zu ordnen sei, ja oder nein.

Ich schliesse mich der These IV des Korreferenten an mit der Abänderung, dass nicht bloss gesagt wird: „Der schweizerische Juristenverein ist der Meinung..... sondern: „Der schweizerische Juristenverein spricht sich mit aller Entschiedenheit dafür aus, dass .....

Bundesrichter *Schmid:* Ich halte die von der Expertenkommission beschlossene Lösung nicht für eine glückliche. Ich bin meiner Meinung gleich geblieben. Ich bin für die Vereinheitlichung des ganzen Strafrechtes. Für mich ist ein Strafgesetzbuch, das die Todesstrafe kennt, bei der Mitgabe von Kautelen annehmbar und eines, das die Todesstrafe nicht kennt, nicht absolut unannehmbar. Ein Kompromiss aber, der den Kantonen die Freiheit lässt, scheint mir unannehmbar.

Es geht auch nicht an, im Strafgesetz die Todesstrafe nicht aufzunehmen und sie dann im Einführungsgesetz doch zu ermöglichen und so auf ein gegebenes Versprechen zurückzukommen.

Bezüglich der Zulässigkeit der Todesstrafe halte ich die Erwägungen theoretischer und ethischer Natur von geringerem Wert.

Professor Berner in Berlin erklärte seinerzeit, er lasse die Frage offen, ob der Staat das Recht habe zu töten oder nicht. Ich stehe nicht an, dem Staat das Recht der Todesstrafe zu vindizieren, halte es aber für geboten, den Gegnern dieser Strafart möglichst entgegen zu kommen und Einschränkungen nach jeder Richtung anzubringen.

Die todeswürdigen Verbrechen müssen im Gesetz auf das Minimum beschränkt und es müssen Garantien

geschaffen werden gegen Justizirrtümer. Sie soll nur anwendbar sein auf vorbedachte Tötung eines Menschen. Höchstens wäre anzureihen das Verbrechen der besonders schweren Brandstiftung. Es könnte im fernern noch erhöhte Sicherheit geschaffen werden durch qualifizierte Mehrheit des Gerichts und durch speziell sorgfältige Behandlung der Milderungsgründe.

Ich bin kein ausgesprochener Gegner der Todesstrafe. Ich habe auch Wandlungen durchgemacht. In Betracht zu ziehen sind besonders die Sühne und der Schutz der Gesellschaft.

Mit dem Hauptantrag Winkler bin ich einverstanden. Einem gänzlichen Ausschluss der Todesstrafe aus dem StGB könnte ich nicht zustimmen. Mit dem Eventualantrag des Herrn Winkler kann ich mich aber nicht befreunden. Die Übertragung des Begnadigungsrechts an die Bundesversammlung hätte grosse Inkonvenienzen. Man kann doch einen zum Tode verurteilten Verbrecher nicht Monate lang auf die Entscheidung der Begnadigungsinstanz warten lassen.

Das Misstrauen gegenüber den kantonalen Behörden ist bei mir nicht so gross wie bei Herrn Winkler. Wir dürfen ihnen ruhig auch diese Begnadigungsfrage anheimstellen! Die Befürchtungen einer verschiedenen Rechtsanwendung in Begnadigungsfragen durch die kantonalen Parlamente ist nicht begründet.

Ich befürworte die Resolution I des Herrn Alt-Bundesrichter Winkler. Wenn eine weitere Resolution gefasst wird, so müsste ich mich einem absoluten Ausschluss der Todesstrafe entgegensetzen.

Der Juristenverein ehrt sich selbst, wenn er zu dieser wichtigen Frage Stellung nimmt.

Redaktor *Schürch* (Bern): Dr. Brand hat mir meinen Antrag vorweggenommen.

Ich möchte nur dem Vorschlage entgegentreten, die Todesstrafe alternativ mit andern Strafen für die gleichen Tatbestände in Aussicht zu nehmen.

Ich sehe mich veranlasst, sowohl gegen den Kompromissvorschlag Winkler als auch gegen These II des Referenten Stellung zu nehmen.

Bei der Zulassung einer solchen Regelung wäre allerdings das Wort von der Todeslotterie am Platze: ob der Verbrecher sein Leben verwirkt habe oder nicht, entschiede dann die zufällige Zusammensetzung des Gerichtshofes aus Gegnern oder Anhängern der Todesstrafe. Deshalb soll der Gesetzgeber den Richtern eine Aufgabe, die er zu lösen hat, abnehmen.

Jetzt schon herrscht ein theoretischer Kampf, wie würde sich die Sache in der Praxis machen? Erwägungen kriminalpolitischer, religiöser, philosophischer Natur, die für den Gesetzgeber bestimmend sein sollen, werden dann plötzlich zu solchen der Rechtsanwendung. Wenn ein Mensch getötet werden soll, wollen wir die Exekution als unumgänglichen Willen des Gesetzgebers und nicht als Wahl des Richters. Ein Kompromiss scheitert bei der Todesstrafe, weil diese mit keiner andern Strafart verglichen werden kann.

Ich stelle deshalb den Antrag, es seien These II des Referenten und der Kompromissvorschlag Dr. Winkler abzulehnen.

M. *Brenno Bertoni*, avocat (Lugano). Permettez-moi d'exprimer ici le vote que je crois être celui de mon canton, d'un canton particulièrement intéressé à la question, par les traditions de son passé et par ses attaches à la culture juridique italienne qui est et qui sera toujours, n'en doutez pas, contraire à la peine de mort.

Tout en rendant hommage à l'esprit de conciliation dont la thèse de M. le rapporteur est inspirée, je ne saurais entrer dans ses vues. Cette thèse me semble amoindrir et rapetisser le rôle de la Confédération. Elle est inspirée par la circonstance que la majorité des juristes et des hommes d'Etat suisses est opposée à la peine de mort, qu'elle en fait même une question de conscience, mais qu'elle recule devant sa tâche pour des considérations d'opportunité politique.

Or, je crois que pour éviter un écueil, nous allons au-devant d'un danger plus grave. Nous craignons l'impression fâcheuse que quelque crime retentissant peut avoir sur l'âme des masses. N'est-il pas à craindre d'autre part, que d'autres masses considèrent cette attitude comme une preuve de la faiblesse de la Confédération?

En Suisse nous avons tous besoin de croire à une Confédération forte, moralement forte, une Confédération qui joue un rôle prépondérant parmi les nations civilisées, malgré la petitesse de son territoire. Notre peuple peut être pour ou contre la peine de mort, mais au-dessus des arguments qui le divisent sur ce point, il doit sentir la dignité auguste du pacte confédéral, il doit s'inspirer du grand principe de sympathie qui a fait accepter par les minorités les grandes réformes de 1848 et de 1874.

Sans cela, nous aboutissons à la Suisse misérable du XVIIIme siècle, à une Suisse décadente, à une diète ayant bien la conscience de ce qui était son devoir, mais qui n'osait entreprendre des réformes, et préférait en laisser le soin aux cantons. Les réformes ont été réalisées par l'intervention étrangère. On a vu alors que la prudence politique ne doit pas être confondue avec la timidité.

Messieurs, la Suisse n'est politiquement que le résultat d'un effort moral, d'une série d'efforts qui vont du pacte de 1791 à notre belle œuvre d'unification du droit civil. Renoncerons-nous aujourd'hui à cet effort pour des considérations d'opportunité politique? J'avoue que j'en serais profondément humilié dans mes sentiments patriotiques, et me demande si le peuple tessinois ne verra pas là un acte de faiblesse.

Adversaire convaincu de la peine de mort, j'accepterais franchement, pour mon compte l'opinion contraire à la mienne, plutôt que de voir la Suisse se dérober par un faux-fuyant à une grande responsabilité devant les nations, plutôt que de voir une assemblée fédérale qui n'aurait pas le courage de ses opinions.

C'est pourquoi je me rallie aux conclusions de M. le rapporteur Logoz.

Dr. *Schnabel, Rechtsanwalt* (Zürich): Im Gegensatz zu den Vorrednern, die mehr die Frage der Rechtseinheit in den Vordergrund stellten, möchte ich die Frage erörtern, ob die Todesstrafe mit dem einheitlichen Recht verschwinden soll oder nicht.

Ich bin prinzipieller Anhänger der Todesstrafe, wobei ich betone, dass ich nicht Katholik, sondern Protestant bin. Für mich sind ausschlaggebend staatliche und gesellschaftliche Gründe.

Redner zitiert einige Beispiele und erinnert an das Militärstrafgesetzbuch. So lange es einen Staat gibt, kann man die Todesstrafe nicht vermissen. Wie steht es im Kriegsfall mit der Feigheit? Wenn einer nicht vorrückt, so soll er erschossen werden.

Der innere Zusammenhang des Militärstrafrechts mit dem andern Strafrecht ist gegeben. Es handelt sich hier nicht um den Zweck. Die Frage ist nur die, ist die Strafe innerlich gerechtfertigt. Das ist bestimmend. Es erhebt sich die Frage, ist die Einsperrungsstrafe eine adäquate Strafe?

Die Gegner der Todesstrafe denken zu viel nur an den Verbrecher und sein Schicksal und zu wenig an das Los der Familie des Gemordeten und das Schicksal der Mitbürger. Ein feines differenziertes Empfinden kann sich mit dem einfach nach Jahren abgestuften Freiheitsentzug als Strafe für die schwersten Verbrechen nicht zufrieden geben. Warum gibt es dennoch so viele Gegner der Todesstrafe. Es ist die Sensibilität, die Scheu vor dem Blut, die Angst vor der Strenge des Gesetzes: eine Krankheit unsrer Zeit.

Im Militärstrafrecht kann man die Todesstrafe überhaupt nicht entbehren. Ein jedes grosse Volk liebe eine gewisse Härte der Gesetzgebung. Man blicke z. B. nach England und Amerika.

Die beliebtesten Offiziere sind diejenigen, die streng, aber wenig strafen.

Die alten Eidgenossen waren von drakonischer Strenge. Der Strom der modernen Entwicklung hat viele Licht-, aber auch viele Schattenseiten. Der Begriff der Sünde ist abhanden gekommen. Heute gehen Tausende von Zeitungen nur auf Sensationen aus.

Das wachsende Apachentum in den Grosstädten mahnt den Gesetzgeber, zum Rechten zu sehen. Wo kalter Mord vorliegt, soll das Richtbeil zur Anwendung kommen!

Regierungsrat *Kaufmann* (Solothurn): Man mag der Ansicht sein, dass eine einheitliche Regelung der Todesstrafe als einzelner Strafart prinzipiell die richtige Lösung sei, dass somit grundsätzlich der These IV des Herrn Korreferenten Dr. Logoz und der von Herrn alt Bundesrichter Dr. Winkler vorgeschlagenen Resolution, letzterer ohne ihren eventuellen Zusatz, zuzustimmen wäre. Die Befürchtung aber, dass diese einheitliche Lösung, sei es die verbindliche Aufnahme oder die verbindliche Nichtaufnahme der Todesstrafe in das schweizerische Strafgesetzbuch das Zustandekommen der Strafrechtseinheit als Ganzes gefährden könnte, drängt den Freund der Rechtseinheit, auch wenn er Gegner der Todesstrafe, zu einem Kompromiss. Die relative Seltenheit der in Betracht fallenden Delikte ist es vor allem, die eine Konzession erlaubt. Es empfiehlt sich, mit der Volksauffassung derjenigen Kreise zu rechnen, die glauben, die Todesstrafe nicht entbehren zu können; dabei ist zu beachten, dass in diesen Kreisen im Vordergrund nicht nur politische oder religiöse Bedenken stehen, vielmehr Erwägungen von der Art, wie sie der Vorredner ausgesprochen hat; dessen Ausführungen tun dar, dass die Todesstrafe offenbar im Volk immer noch starke Wurzeln hat und dass man dieser Stimmung entgegenkommen muss.

Dieser Tendenz, der Sorge um die Strafrechtseinheit, sind die Thesen I und II des Herrn Bundesanwalt Kronauer entsprungen. Die These I trifft für heute die beste Lösung. Der Antrag II räumt aber meines

Erachtens mehr ein, als erforderlich, ebenso wie der Eventualzusatz des Herrn Dr. Winkler, indem beide die Wiedereinführung der Todesstrafe (Winkler nur alternativ mit Freiheitsstrafe) sämtlichen Kantonen gestatten wollen. Diese Kompromissvorschläge gehen damit territorial über das Nötige hinaus.

Demgegenüber scheint es dem Sprechenden angezeigt, in der Streitfrage an den Status quo anzuknüpfen. In der Weise, dass denjenigen Kantonen, die im Momente des Inkrafttretens des schweizerischen Strafgesetzbuches die Todesstrafe besitzen, freigestellt und erlaubt wird, sie weiterhin anzuwenden, mit der Begrenzung allerdings, dass die im kantonalen Strafgesetz vorgesehene Todesstrafe nur für den durch das Bundesgesetz zu definierenden Tatbestand des Mordes als angedroht gelten würde. Dabei scheinen mir die Erwägungen des Herrn Schürch dafür zu sprechen, dass eine alternative Anwendung — Todesstrafe oder lebenslängliche Zuchthausstrafe — nicht vorgesehen werde, indem diese Ordnung die Todesstraffrage in jedem einzelnen Deliktsfall aufrollen und den Entscheid von der gesetzgebenden Gewalt auf den Richter abwälzen würde, der versucht wäre, nach seiner persönlichen Stellung zur Todesstrafe zu urteilen.

Sollte man sich zur Erteilung einer solchen Bewilligung zu Handen der Kantone entscheiden können, so wäre sie meines Erachtens im schweizerischen Strafgesetzbuch selbst, nicht nur im Einführungsgesetz niederzulegen.

Der Effekt dieser Lösung, die allerdings keine grundsätzliche und ideale darstellt: Vor allem würde vermieden, dass durch eine allgemeine Freigabe der Todesstrafe an alle Kantone von Bundes wegen neuerdings die Möglichkeit geboten wird, die Brandfackel der heftigsten Todesstrafdebatte in jeden Kanton zu werfen, sobald daselbst ein Mord verübt wird, der die Volksstimmung erregt. Das die Wirkung gegenüber den übrigen (14 und 4½ Kantonen), die bereits heute die Todesstrafe nicht

mehr kennen: ihnen wäre die Möglichkeit entzogen, die Rechtseinheit in diesem Punkte zu stören. Der Einbruch in die Grundsätzlichkeit der Ordnung wäre geographisch nicht allzugross. Nur 8 und 2 ½ Stände, die ¼ der Bevölkerung der gesamten Schweiz umfassen, würden der Ausnahmebestimmung teilhaftig. Es wäre eine Art Reservatrecht zugunsten dieser wenigen Kantone geschaffen.

Eine derartige Aufrechterhaltung des Status quo bezüglich der Todesstraffrage würde offensichtlich die Möglichkeit ihrer allmählichen weitergreifenden Abschaffung bieten; diese Hoffnung auf eine sukzessiv im Laufe der Jahre eintretende totale Rechtseinheit in Sachen der Todesstrafe müsste unbedingt für sofort ein Mehr an Strafrechtseinheit überhaupt bedeuten. Dieses nicht zu verachtende Plus wäre eventuell zum vornherein zu verstärken durch die Beifügung einer Bestimmung, wonach diejenigen Kantone, in denen die Todesstrafe laut eidgenössischem Strafgesetz weiterhin zulässig, im Falle der Abschaffung dieser Strafart durch eigene Entschliessung nach Inkrafttreten des Schweizerischen Strafgesetzbuches definitiv in die Gruppe der Nichttodesstrafkantone eingereiht würden, d. h. die Todesstrafe nicht neuerdings einführen dürften. So würde sich die Rechtseinheit auch in dieser Hinsicht noch intensiver ohne gewaltsame Erschütterung in absehbarer Zeit durchsetzen.

Eine solche Statuierung einer Art Reservatrecht wäre nicht ohne Vorgang. Dafür, dass sie kein Novum, darf, abgesehen von den Vorbehalten kantonalen Rechtes im Privatrecht, gerade auch auf das gestrige Thema verwiesen werden, insofern dabei zu erwähnen war, dass im Deutschen Reich der administrative Vorentscheid für die stafrechtliche Verfolgung von Beamten nur zulässig ist, wo er zur Zeit des Erlasses des Reichsgesetzes bestand.

Die vom Sprechenden angeregte Lösung soll der Förderung der Rechtseinheit dienen; sie bezweckt, die Ausnahme von der Einheit, zu welcher sich Herr

Bundesanwalt Kronauer verstehen will, auf ein Minimum zu reduzieren, indem sie die den Anhängern der Todesstrafe zu machende Konzession von Anfang an und bleibend territorial begrenzt. In dieser Beschränkung sollte unseres Erachtens die Konzession annehmbar sein, wenn Gründe dafür sprechen, dass auf solchem Wege die Strafrechtseinheit eher und sicherer zu erreichen ist. Dieser Weg dürfte auch des Schweizerischen Juristenvereins, des Pioniers der Strafrechtsunifikation, im Interesse dieser nicht unwürdig sein.

Ich empfehle Ihnen aus diesen Erwägungen heraus, die in ihren Grundlinien mit den Absichten des Herrn Bundesanwalt Kronauer sich decken, an Stelle von These II Kronauer folgende Entschliessung:

„Dagegen ist im schweizerischen Strafgesetzbuche denjenigen Kantonen, die zur Zeit des Inkrafttretens desselben in ihrer Strafgesetzgebung die Todesstrafe vorsehen, die Beibehaltung dieser Strafart zu gestatten in dem Sinne, dass die in den Strafgesetzen dieser Kantone enthaltene Todesstrafe bei dem durch das Bundesstrafrecht zu definierenden Verbrechen des Mordes als angedroht angesehen wird."

Bundesrat *Müller:* Ich muss mir aus naheliegenden Gründen eine gewisse Reserve auferlegen, wenn auch mein Temperament mir ein anderes Vorgehen diktierte. Die letzte Entscheidung muss ich mir in der Frage vorbehalten. Meine Stellung gebietet mir Ruhe. Ich möchte aber die Gelegenheit benutzen, um die Expertenkommission in Schutz zu nehmen. Die dieser gemachten Vorwürfe müssten vorab den Sprechenden treffen.

Es ist gesagt worden, die Expertenkommission hätte die Frage der Todesstrafe gar nicht behandeln sollen, das sei eine politische Frage.

Das eidgenössische Justizdepartement hat die Expertenkommission einberufen, um den Strafgesetzentwurf von 1908 begutachten zu lassen und um die Meinungen

der verschiedenen Strafrechtsschulen, der Landesgegenden, der politischen Richtungen usw. kennen zu lernen.

Es wäre geradezu ungerecht gewesen, hätte man der Kommission verwehren wollen, auch über die Todesstrafe sich auszusprechen. Diese gehört zum Strafensystem, sie ist eine Strafart. Es war der Wille des Sprechenden, dass die Kommission auch die Frage der Todesstrafe in den Kreis der Diskussion ziehe; er selbst musste sich in den betreffenden Verhandlungen einer Äusserung enthalten. Die Kommission hat die Todesstrafe als Strafart abgelehnt.

Die Frage der Vorbehalte zu Gunsten der Kantone greift schon etwas ins politische Gebiet hinein. Man kann hier nicht einfach durchschneiden. Die Frage ist noch nicht zu Ende diskutiert und es ist gut, dass sie jetzt schon angeschnitten wurde.

In der I. Kommission war die Frage der Todesstrafe zurückgestellt. Am Schlusse der Sitzungen war man müde und die Frage wurde dann sehr rasch erledigt. Das war damals ein Fehler und bildete den Grund, bei der Expertenkommission nachträglich ausführlich darauf zurückzukommen.

Nun ist auch der schweizerische Juristenverein rechtzeitig aufgestanden und ich muss sagen, ich habe mit grossem Interesse den Verhandlungen beigewohnt. Sie werden einsehen, dass es gut war, in der Kommission die Frage zu behandeln.

Die Voten des Juristenvereins haben ihre grosse Wichtigkeit und sie werden überall im Lande einen ernsten und tiefen Eindruck hinterlassen. Die Diskussionen im Schosse dieses Vereins haben von jeher einen grossen Einfluss auf die Entwicklung der Fragen des Rechtes ausgeübt. Welchen Einfluss hatten sie nicht auf Ruchonnet, der durch den schweizerischen Juristenverein aus einem Gegner zu einem Freunde der Rechtseinheit geworden ist!

Zum Kompromissbeschluss der Expertenkommission übergehend, erklärt der Redner, er sei über dessen Trag-

weite nicht ganz im klaren. Soll der Vorbehalt im Ausführungsgesetz — das die Kommission übrigens noch zu beraten haben wird — besagen, die Einführung oder die Beibehaltung der Todesstrafe sei in den Willen der Kantone gestellt? Eine endgültige Abklärung der Frage ist in der Kommission noch nicht erfolgt. Lasse man der letztern Zeit, um zu einer abgeschlossenen Stellungnahme zu gelangen.

Der Referent geht von der Meinung aus, man sollte die Frage in das Ermessen der Kantone stellen.

Herr Kaufmann will den Kantonen, die die Todesstrafe heute noch kennen, diese lassen. Die Kantone, die neben einanderstehen, würden dafür sorgen, dass die andern Kantone sie abschaffen. Es würde der Vorschlag Kaufmann die Todesstrafe auf den Aussterbeetat setzen.

Bezüglich des Begnadigungsrechts bemerkt Referent, auch dieses müsste noch geregelt werden. Vor der Zuweisung der Begnadigungskompetenz an den Bundesrat möge uns der Himmel bewahren!

Die Stellungnahme der Expertenkommission bildet noch keine feste, endgültige Entschlussfassung.

Wer die Verantwortung trägt für so grosse Fragen, muss sich gründlich informieren.

Ich muss dem Bundesrat meine Anträge stellen und ich halte mich daher zurück. Ich bin grundsätzlich Gegner der Todesstrafe, war es stets, seitdem ich selbständig denken kann und werde es bleiben. Ich werde für diesen Gedanken meine schwachen Kräfte einlegen. Ich habe immer ein gewisses Vertrauen in unser Volk, dass man nach vorangegangenen Auseinandersetzungen schliesslich den richtigen Weg finden werde.

M. le Dr. *Ems*, avocat (Fribourg). La question en discussion se caractérise comme de la politique législative. Si nous étions en France ou en Allemagne, on pourrait contester la compétence de cette assemblée. Mais, chez nous, une telle discussion a sa place dans une réunion de juristes.

Les thèses de M. le rapporteur Kronauer montrent que les centralisateurs suisses ont su faire des concessions à la minorité. Cela permettra aux partisans de la peine de mort d'accepter le Code pénal fédéral. Il est certain que le sentiment populaire, en ce qui concerne la peine de mort, est très vif; preuve en est le référendum de 1879.

Je me rallie aux thèses de M. Kronauer.

M. *Jean Roulet*, avocat (Neuchâtel). J'étais venu ici avec l'intention bien arrêtée de proposer que la peine de mort ne soit pas inscrite dans le futur code pénal. Après avoir entendu la discussion, je me rallie à la proposition de M. le Dr. Winkler.

Rechtsanwalt *Wenger* (Zürich): Ich trage nicht viel zu der Lösung dieser schwierigen Fragen bei. Allein ich halte dafür, da es sich um einen Verfassungsartikel handelt, dass eine prinzipielle Abstimmung, ob ja oder nein, nicht genügt. Der Vorschlag von Herrn Ständerat Usteri über die Simultanabstimmung wäre auch hier beherzigenswert. Im Kanton Zürich hat man mit dem Ausscheiden speziell bestrittener Fragen aus dem Gesetz und der gesonderten Abstimmung gute Erfahrungen gemacht.

Dadurch wird oft ein Vorschlag vor den Klippen des Referendums gerettet. Nun habe ich einen ähnlichen Gedanken mit Bezug auf die Todesstrafe. Man würde so vorgehen, dass man das StGB dem Volke in der Referendumsfrist vorlegen würde. Gleichzeitig in einem Spezialgesetz würde man die Todesstrafe regeln. Ich stelle keinen Antrag, sondern ich möchte nur meine Gedanken äussern!

Fürsprecher *Moser* (Bern) stellt und begründet den Antrag auf einheitliche Kodifizierung des Strafrechts und Ausschluss der Todesstrafe unter Ablehnung aller Zusatzanträge. Die Irreparabilität der Todesstrafe gibt für mich den Ausschlag.

Der Vergleich mit dem Militärstrafgesetzbuch ist unzulässig. Zweck des Krieges ist Morden und Töten. Wir wollen dem Volk zeigen, dass wir Zutrauen und Überzeugung besitzen.

Redner mahnt an ein Wort von Segesser, wird aber wegen zu vielem Lärm nicht mehr verstanden.

M. le Dr. *A. de Riedmatten*, avocat (Sion). Il est contraire à la Constitution fédérale d'admettre la solution proposée par M. le rapporteur Kronauer; car où est l'unification du droit?

Les trois quarts des cantons suisses ont aboli la peine de mort; la civilisation y est tout aussi avancée qu'ailleurs. On ne peut imposer la peine de mort à ces cantons, qui comptent 2,840,000 habitants.

Je me rallie à la thèse IV de M. le rapporteur Logoz.

Il faudra également arriver à l'unification de la procédure et de l'organisation judiciaire.

M. le professeur Dr. *M. Kebedgy* (Berne) attire l'attention de l'assemblée sur l'évolution remarquable qui s'est produite depuis quelque temps chez un grand nombre d'esprits distingués, et cela même dans les cantons abolitionnistes de la Suisse et jusqu'au sein de la Société des Juristes. Jadis abolitionnistes, ils sont aujourd'hui partisans de la peine capitale, influencés par un fait brutal qui domine toute cette question et qui a bien frappé les magistrats qui s'occupent des criminels ainsi que tous ceux qui lisent attentivement la chronique du crime: *l'augmentation de la criminalité;* ce qui signifie, non seulement l'augmentation du nombre des crimes, mais aussi l'augmentation de la bestialité des criminels, pour diverses raisons économiques ou d'éducation. On se trouve en présence de brutes, contre lesquelles il est nécessaire de se défendre par les moyens les plus appropriés. Or, il est surabondamment démontré que les peines privatives de liberté n'ont plus d'effet intimidant pour ces criminels; elles leur laissent l'espoir de se voir un jour libérés, au besoin par l'assassinat de leurs gardiens; elles comportent en tout cas des égards humanitaires, en contradiction avec la bestialité montrée par des criminels incorrigibles.

Cette situation commence à inquiéter en Suisse les grandes villes frontières, contaminées par l'intrusion

d'étrangers dangereux; en outre, tout le pays est exposé à subir la répercussion du mauvais exemple donné par les crimes dans les grands pays voisins. Aussi, tous les habitants de la Suisse sont-ils intéressés à l'élaboration d'une législation pénale qui protège efficacement leur vie. On a trop pensé jusqu'ici aux égards dus à la personne du criminel, mais pas assez à sa victime et à ceux qu'elle laisse. Il semble donc qu'aujourd'hui les considérations théoriques et de sentimentalité ont fait leur temps et que le législateur doive se préoccuper avant tout du besoin urgent de l'heure présente. C'est sans doute ce qui a permis à M. Albert Calame d'exprimer „la conviction absolument arrêtée que le peuple suisse, consulté à l'heure qu'il est sur cette question, exigerait l'admission de la peine de mort à une majorité encore plus forte qu'autrefois".

M. *André Mercier*, Professeur (Lausanne). La question de la peine de mort ne peut être résolue d'une manière uniforme. On comprend que certains cantons estiment cette arme nécessaire, et on doit les laisser juges des moyens de défense qu'ils estiment efficaces. La proposition de M. Kronauer se recommande parce qu'elle est libérale, respectueuse des sentiments de chacun. On ne saurait admettre que la grandeur morale de la Suisse soit liée à l'unification du droit en ce qui concerne la peine de mort. Ce n'est pas de la faiblesse que de respecter les sentiments d'autrui. J'estime que nous pouvons nous rallier à la thèse I de M. Kronauer que j'amende de la façon suivante:

„La Société suisse des Juristes estime qu'il convient de laisser aux cantons la faculté de substituer par voie législative la peine de mort à la réclusion à vie."

Quant aux thèses II et III il ne peut être question de les discuter aujourd'hui.

Bundesanwalt Dr. *O. Kronauer:* Ich hätte vieles zu antworten. Wir würden aber auf diese Weise nie zu einer Einigung kommen. Es war mir darum zu tun, eine möglichst breite Diskussion zu provozieren.

Gefreut hat es mich, dass Bundesrat Müller Sie über die Verhältnisse der Expertenkommission aufgeklärt hat.

Im fernern bin ich einverstanden, zur Abstimmung eine ganz einfache Formel aufzustellen. Ich gehe mit dem Vorschlag von Herrn Prof. Mercier einig und lasse also die Thesen II und III fallen, die ich nur aufgenommen habe, um Ihnen ein genaues Bild meiner Auffassung zu geben.

Ich habe gesagt, dass die Todesstrafe nach und nach verschwinde. So kommt es auch. Auch Regierungsrat Kaufmann setzt sie auf den Aussterbeetat. Für uns ist der Gedanke und der Zweck ganz der gleiche und auch das Mittel nicht sehr verschieden. Man lässt den Kantonen das Recht zu substituieren durch neue Gesetze oder durch Beibehaltung. Prof. Mercier tut das in weiterer Weise.

M. *Logoz*, rapporteur, propose de voter sa thèse IV qui prendrait le n⁰ 1, et comme thèse II: „La Société des Juristes se prononce pour que la peine de mort ne soit *pas introduite* dans le Code pénal suisse."

M. le Dr. *Huber* (Bâle) retire ses thèses.

M. *Mercier* (Lausanne) propose, avec MM. Schopfer, Schmid, Meyer, Coquoz, Dunant, Schnabel la résolution suivante: „Le Code pénal suisse ne peut pas supprimer d'une façon absolue la peine de mort".

Herr alt Bundesrichter *Winkler*: Ich stelle den Antrag, es sei nur über die Rechtseinheitsresolution abzustimmen. Die These IV Logoz stimmt mit der meinigen überein.

Herr Fürsprecher *Sessler* (Bern): Ich schlage Ihnen folgenden Abstimmungsmodus vor: These IV Logoz. Wenn kein Resultat erzielt wird, Vorschläge Kronauer-Kaufmann.

Herr Professor *Burckhardt* (Bern): Nach Antrag des Herrn alt Bundesrichter Winkler würde nur abgestimmt über Einheit oder Freiheit für die Kantone. Ich halte dafür, dass auch abgestimmt werden sollte über die Todesstrafe: ja oder nein!

Herr Dr. *Manuel*, Oberrichter (Bern): Meiner Ansicht nach sind die beiden Thesen Logoz IV und Kronauer I einander gegenüber zu stellen.

Alt Bundesrichter *Winkler:* Ich stelle den Antrag, der Verein soll von weitern Abstimmungen absehen. Die Fragen kreuzen sich, sie sind nicht genügend diskutiert. Ich wäre in der grössten Verlegenheit, wie ich stimmen sollte.

Ich stelle den Ordnungsantrag, es seien über keine weitern Anträge abzustimmen.

Le Président met aux voix la thèse I de M. Kronauer amendée par M. Mercier en opposition à la thèse IV de M. Logoz. Cette dernière est adoptée par 101 voix contre 20.

La proposition de M. Winkler de ne pas voter d'autre résolution est repoussée par 70 voix contre 40.

La deuxième proposition de M. Logoz est adoptée par 69 voix contre 44.

L'assemblée décide ensuite de ne voter sur aucune autre proposition.

Les résolutions de la Société suisse des Juristes sur cette question sont donc les suivantes:

I. La Société suisse des Juristes demande que la question de la peine de mort soit résolue affirmativement ou négativement par le Code pénal suisse lui-même, d'une façon uniforme pour toute la Suisse.

II. La Société suisse des Juristes se prononce pour que la peine de mort ne soit pas introduite dans le futur Code pénal Suisse.

I. Der schweizerische Juristenverein ist der Meinung, dass das schweizerische Strafgesetzbuch die Frage der Todesstrafe für die ganze Schweiz einheitlich lösen sollte.

II. Der schweizerische Juristenverein spricht sich dafür aus, dass die Todesstrafe in das schweizerische Strafgesetzbuch nicht angenommen werde.

X.

Désignation du lieu de la prochaine réunion.

Le Président donne lecture de la lettre suivante:

Basel, den 30. September 1912.

In meiner Eigenschaft als Präsident des Basler Juristenvereins habe ich die Ehre, Ihnen mitzuteilen, dass sich die Basler Juristen um den Vorzug bewerben, die schweizerischen Kollegen im Jahre 1913 bei sich in Basel empfangen zu dürfen.

Ich bitte Sie, unser Gesuch der Versammlung in Solothurn vorzulegen und die Versicherung vorzüglicher Hochachtung entgegenzunehmen, in der ich zeichne als Ihr ergebener

Dr. *G. Börlin*,
Appellationsgerichtspräsident.

M. le Dr. *David Streiff*, avocat à Glaris, invite chaleureusement la société à se réunir en 1913 à Glaris où elle n'a pas été reçue depuis longtemps.

Le Président fait observer qu'effectivement la société s'est réunie à Glaris une seule fois, en 1867, que le désir d'y retourner a été plus d'une fois manifesté; il ne doute pas que nos collègues bâlois, qui ont déjà reçu la société deux fois, ne se retirent volontiers devant la cordiale invitation des juristes glaronnais qui n'avait pas été annoncée.

L'assemblée désigne donc Glaris comme lieu de réunion de la société en 1913.

XI.

L'ordre du jour étant épuisé, le président déclare close la cinquantième session de la société.

Soleure, 8 octobre 1912.

Le Président de l'Assemblée générale:

Dr. **Henri Le Fort.**

Les Secrétaires:

Dr. **Henri Cherix.** Dr. **Otto Dübi.**